



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2728
13 novembre 2020
1,20 € • DOM: 1,80 €



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE

OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

Commémorations gaulliennes, 11-Novembre...

Un pouvoir qui tricolore pour faire oublier la crise



Monument aux morts pacifiste à Gentioux, dans la Creuse.

BLOGHISTOIREGEO

États-Unis

**Trump battu,
les travailleurs
n'ont pas gagné**

Pages 2, 8, 9

Vaccins

**Science
et recherche
du profit**

Page 4

Écoles

**Blanquer face
au mécontentement
enseignant**

Page 6

Leur société

- De Colombey au Panthéon : Macron tricolore 3
- Mesures sécuritaires : xénophobie officielle 3
- Hommage à Samuel Paty : l'instrumentalisation du gouvernement 3
- Vaccin anti-Covid : science et recherche du profit 4
- Spéculation : pogon de dingue dans une société folle 4
- Pauvreté : financement du RSA aux calendes grecques ? 4
- « Sécurité globale » : un permis de bavure ! 5
- Mélenchon : candidat mais pour quel programme ? 5
- Égalité salariale femmes-hommes : pas dans mille ans ! 5
- Tests antigéniques à l'école : encore des annonces creuses 5
- Écoles : Blanquer face à la mobilisation 6
- Lycées d'Île-de-France 6
- Lycée Raymond-Queneau - Yvetot 6
- Collège Rostand - Trélazé 6
- Collège Sisley - L'Île-Saint-Denis 6
- Secteur automobile : prime à la casse... de l'emploi 7
- Le CDI intérimaire : sur mesure pour le patronat 7
- Pôle emploi : des formations gratuites... qui coûtent cher 7
- Il y a cent ans : le « soldat inconnu » et la barbarie de la guerre 10
- De Gaulle : le grand homme du capitalisme français 10
- Plan santé 2021 : deux milliards de moins pour les hôpitaux 11
- Congés payés : des attaques programmées 11
- Espace : de l'exploit à la pollution satellisée 11

Dans le monde

- États-Unis : Trump battu, les travailleurs n'ont pas gagné 8
- Les candidats du Working Class Party 8
- Sur notre site : des élections en période de crise 8
- Les menaces de l'extrême droite 9
- Pologne : les femmes ont fait reculer le gouvernement 9
- Haut-Karabakh : le cessez-le-feu prépare d'autres conflits 16
- Éthiopie : nouvelle guerre civile 16

Dans les entreprises

- STMicroelectronics - Grenoble 12
- Société générale 12
- Livreurs Deliveroo, Uber Eats 12
- Nettoyeuses de la gare du Nord 12
- Hôpitaux : des services de réanimation débordés 13
- CHU de Saint-Étienne 13
- AP-HP 13
- Hôpital d'Orléans 13
- PSA - Sochaux 14
- PSA - Rennes-La-Janaïs 14
- SKF - Saint-Cyr-sur-Loire 14
- Xella - Saint-Saulve 14
- Renault - Flins 15
- Renault Technocentre 15

De Trump à Biden, deux styles pour une politique capitaliste

Trump a donc été renvoyé par les électeurs américains à son golf et à ses casinos. Pendant quatre ans, il a incarné la politique capitaliste dans ce qu'elle a de plus cupide et de plus brutal. Par sa xénophobie, son racisme, sa démagogie crasse, il a aussi creusé les divisions parmi les travailleurs, entre Blancs et Noirs, entre Américains et migrants. Contre le Covid-19, pour préserver les profits patronaux, il a refusé tout confinement et jusqu'au port du masque et aux gestes barrière. Il a ainsi favorisé la propagation du virus et l'hécatombe qui frappe aujourd'hui, en particulier les plus pauvres. Avec la crise, la condition des ouvriers américains, qu'il prétendait défendre, s'est encore dégradée. Des dizaines de millions de personnes se retrouvent aujourd'hui au chômage et dépendantes de l'aide alimentaire. À l'inverse, les capitalistes ont vu leurs impôts baisser et leurs profits augmenter.

L'élection de Biden a suscité un soulagement chez ceux qui ne supportaient plus Trump, mais cela ne durera pas. D'abord, Trump a recueilli 71 millions de voix, huit millions de plus qu'en 2016. Les milices armées et les groupes d'extrême droite qu'il a encouragés seront toujours là. Ils vont représenter, avec l'aggravation de la crise sociale et économique, un danger pour les Noirs, les migrants et en fin de compte tous les travailleurs.

De ce point de vue-là comme du reste, il n'y a rien à attendre des démocrates et de Biden, que les médias français et européens nous ont vendu comme le sauveur du monde entier. Biden est dans la politique depuis 1972, il a eu tout le temps pour montrer quelle classe il servait : la bourgeoisie de la première puissance mondiale. Au Sénat pendant trente-six ans, vice-président d'Obama pendant huit ans, il fut toujours loyal envers le monde des affaires. De nombreux grands patrons l'ont soutenu financièrement pendant la campagne. Et, lundi, Wall Street et les Bourses mondiales ont célébré sa victoire. Biden serait même prêt à prendre des républicains dans son administration. On nous dit que Biden sera moins grossier et moins stupide que Trump, ce qui n'est pas difficile. Mais, derrière le vernis, la politique menée par l'administration américaine sera la même, tout entière dédiée aux intérêts des multinationales, les Exxon, Amazon et autres Tesla.

Les États-Unis sont la première puissance mondiale et leur loi s'impose à bien des peuples. Par-tout, ils ont soutenu les dictatures qui servent leurs intérêts, des rois du pétrole aux colonels sud-américains. Au Moyen-Orient, ils ont toujours appuyé Israël contre les Palestiniens. Quant aux régimes qui refusent leur domination, ils en paient parfois le prix fort, comme Cuba, sous embargo depuis 1962 ! Et nombreux sont les pays dont le travail est pillé par les multinationales des États-Unis ; c'est le cas de la plupart des pays d'Asie et d'Amérique latine.

Ce rôle combiné de premier brigand et de gendarme du monde, les États-Unis l'ont assumé quel que soit le parti au pouvoir. C'est une administration démocrate qui engagea le pays dans la terrible guerre du Vietnam. Et, plus récemment, Biden approuva les guerres d'Afghanistan et d'Irak.

Non, les choses ne vont pas changer avec un nouveau président. Les élections ne peuvent d'ailleurs changer les choses. Nous en savons quelque chose ici. Certes, chaque pays a ses particularités. Mais l'alternance gouvernementale entre des partis procapitalistes, nous connaissons. Les faiseurs de promesses et les marchands d'illusions, la démagogie xénophobe et raciste comme dérivatif à la crise sociale : tous ces ingrédients de la politique américaine, nous les connaissons aussi ! À vrai dire, nous avons même un Biden à l'Élysée et une Trump dans l'opposition.

Le peuple américain a aussi une histoire de luttes et de combats. Dans les années 1930, la classe ouvrière se mobilisa massivement. Dans les années 1960, le pays fut ébranlé par la révolte des Noirs, qui inspira des luttes dans le monde entier. Plus récemment, après le meurtre de George Floyd, des dizaines de millions de personnes ont manifesté contre le racisme et les violences policières.

Ce qui va compter à l'avenir, ce sont les mobilisations, les luttes du monde du travail, des jeunes, des opprimés. Là-bas comme ici, ce qui va être essentiel, c'est la capacité des travailleurs à mener la lutte contre cette classe capitaliste qui n'en a jamais assez, et qui est prête à tout pour maintenir ses profits.



De Colombey au Panthéon : Macron tricolore

En attendant un hypothétique vaccin, et faute de lits d'hôpitaux, on peut toujours offrir à la population des cérémonies patriotiques.

Macron a donc tenté de noyer la crise sanitaire galopante, l'augmentation du chômage et les effets de sa politique profitable aux seuls capitalistes sous un flot de commémorations. Sa semaine du 9 novembre a été entièrement consacrée à la mémoire de De Gaulle.

La télévision a été saturée d'émissions hagiographiques, Macron, accompagné des médias, s'est déplacé à Colombey-les-Deux-Églises pour l'anniversaire de la mort du héros. Le 11 novembre devait aussi être l'occasion d'un discours célébrant le grand homme, en attendant les cérémonies du 22 novembre, anniversaire de sa naissance. De la Lorraine jusqu'à l'Arc de Triomphe et au Panthéon, Macron a chaussé de très

très gros sabots, expliquant que, comme le général à son époque, il incarne l'esprit de résistance et d'unité nationale à l'heure des périls. C'est ridicule, mais c'est aussi significatif.

Macron, comme tous les gestionnaires des affaires de la bourgeoisie, doit faire accepter des sacrifices à la population, et en particulier aux travailleurs, alors que les bénéficiaires des grands capitalistes sont protégés. Cette politique de classe apparaît encore plus clairement à l'occasion de la crise sanitaire, dans laquelle tous sont sacrifiés sur l'autel du grand capital : précaires jetés à la rue, ouvriers surexploités dans des nids à virus, petits commerçants piétinés, etc. Quoi de mieux alors que l'appel



Scène de fraternisation entre Allemands et Français le 11 novembre 1918 au col du Linge (Vosges).

à l'unité nationale, à l'intérêt supérieur de la patrie pour faire marcher au pas la population ?

De la même façon, Macron donne une tonalité particulièrement cocardière à la commémoration du 11 Novembre. Depuis des décennies, dans le cadre de la construction européenne, cette journée était plutôt marquée par la réconciliation franco-allemande et la célébration de la paix. On y fit parfois mention des fusillés

pour l'exemple, voire des mutineries. Pas question de cela cette année, où l'on célèbre le peuple se transformant en « armée victorieuse », le sacrifice des soldats pour « qu'ils ne passent pas », la défense de la patrie contre l'agresseur. Cette évolution va de pair avec la généralisation des propos réactionnaires, les campagnes xénophobes, l'encadrement de la vie sociale, la protection de la police aux dépens des libertés publiques et,

plus dangereux encore, l'explosion des budgets militaires. Si la crise s'aggrave et si les relations internationales se tendent, le gouvernement voudrait pouvoir ranger la population derrière lui, en ordre de bataille et au commandement. Les cérémonies patriotiques et l'appel aux mânes du Général sont à la fois une mise en scène de basse politique et une préparation aux probables catastrophes à venir.

Paul Galois

Mesures sécuritaires : xénophobie officielle

Une semaine après l'attentat de Nice, Macron a ajouté une nouvelle couche à la campagne anti-immigrés du gouvernement, annonçant depuis le Perthus, sur la frontière franco-espagnole, le doublement des effectifs policiers aux frontières.

Il a aussi appelé à revoir les règles de l'espace Schengen, cet ensemble de 26 États dans lequel les ressortissants européens sont censés circuler librement.

Cette libre circulation est pourtant de plus en plus entravée, et plus encore depuis l'épidémie de Covid-19. Mais ce n'est pas le problème de Macron, pour qui l'essentiel restait d'affirmer que, pour lutter contre les terroristes, il fallait renforcer les frontières. Comme si multiplier les gardes-frontières allait dissuader des jeunes fanatisés de passer à l'action ! Par contre, ils seront autant d'obstacles supplémentaires sur la route des dizaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants qui tentent de rejoindre l'Europe et le paient parfois de leur vie.

Même si la plupart des auteurs des attentats commis ces dernières années étaient de nationalité française, Macron utilise l'origine tunisienne et l'arrivée récente en France du terroriste de Nice pour reprendre les arguments de l'extrême droite, et ainsi jeter la suspicion sur l'ensemble des immigrés, jugés, comme les musulmans, collectivement responsables des attentats, passés et futurs.

Cette campagne raciste et xénophobe non seulement ne désarmera en rien les fanatiques religieux prêts à manier le couteau ou l'explosif, mais elle risque de diviser encore plus le monde du travail, de creuser de nouveau le fossé entre ceux qui possèdent la carte d'identité française et ceux qui en sont dépourvus,

poussant chacun à soupçonner l'autre, qui de complicité avec les terroristes, qui de complaisance avec les racistes.

Cela favorise la progression des idées de l'extrême droite. Marine Le Pen s'en est d'ailleurs félicitée et a profité de l'occasion pour demander la réforme du Code de la nationalité et l'expulsion de tous ceux qu'elle estime indésirables. En miroir, loin d'affaiblir les courants djihadistes, une telle propagande les renforce, en aggravant le sentiment de rejet ressenti par bien des jeunes issus de familles anciennement immigrées et en permettant aux djihadistes de se faire passer pour leurs défenseurs.

Jacques Le Gall



Hommage à Samuel Paty : l'instrumentalisation du gouvernement

Le ministère de l'Éducation nationale a recensé 400 incidents de la part d'élèves lors de la minute de silence en hommage au professeur assassiné, Samuel Paty, le 2 novembre.

Il voulait faire de ce recensement un acte de lutte contre le terrorisme, alors que cela entre dans l'utilisation scandaleuse par le pouvoir de la mort de ce professeur.

Les enseignants avaient en effet reçu la consigne

de dénoncer toute perturbation de cette minute de silence et tout propos contestataire de la part des élèves. Mais cette consigne permettait de mettre dans le même sac certains élèves tenant des propos douteux et des incompréhensions

d'adolescents, des actes d'immaturité ou encore des réactions à la campagne antimusulmans en cours.

Ces incidents ont débouché sur des sanctions diverses, allant jusqu'à la garde à vue pour des enfants en CM2. Finalement, le chiffre de 400 incidents rapportés est relativement faible et la grande majorité des enseignants n'ont sans doute pas voulu rentrer

dans le jeu gouvernemental.

En effet beaucoup d'élèves et d'enseignants ont ressenti, à juste titre, que l'assassinat de Samuel Paty a été instrumentalisé, et avaient envie de se démarquer de cette opération gouvernementale. L'hypocrisie de la référence à la liberté d'expression incitait à elle seule à la contestation, quand on sait que tous étaient censés appliquer les

consignes sans discuter, et lire un texte de Jean Jaurès... tronqué.

Ceux qui veulent réellement combattre la montée des idées réactionnaires nocives, qui vont de la sympathie envers les terroristes jusqu'au racisme anti-immigrés, doivent convaincre, discuter, débattre avec les élèves, et non faire taire et marcher au pas.

Thomas Baumer

Vaccin anti-Covid: science et recherche du profit

Lundi 9 novembre, l'annonce par le laboratoire Pfizer d'un vaccin efficace à 90 % contre le Covid a soulevé un enthousiasme légitime.

Moins d'un an après la mise en évidence du virus responsable de l'épidémie, les connaissances, les techniques et le travail des scientifiques ont permis en un temps record de mettre au point un vaccin qui pourrait demain enrayer la pandémie.

Rien n'est encore certain, et surtout rien n'est aussi simple dans une économie régie par la course au profit. Mais la technique de mise au point de ce vaccin est nouvelle et a de quoi impressionner. Elle consiste à injecter dans l'organisme, non pas le virus, mais une fraction de son matériel génétique, de manière que les cellules fabriquent une petite partie du virus, contre

laquelle le système immunitaire élabore alors les anticorps adéquats.

Dès le mois de juillet, les études de phase 2, réalisées sur quelques centaines de personnes, montraient l'efficacité du candidat-vaccin et une absence de nocivité. Les études de phase 3 ont alors démarré, afin de mieux apprécier la réalité de cette efficacité et de cette innocuité. Plus de 43 000 personnes ont été enrôlées dans l'étude. La moitié a reçu deux injections du candidat vaccin tandis que l'autre moitié recevait un placebo. À ce jour, seules neuf personnes du groupe vacciné ont développé les symptômes du Covid et ont été testées positives, contre

85 personnes dans l'autre groupe. La vaccination a donc été efficace, abaissant de 90 % le risque de développer la maladie.

L'étude n'est pas encore complètement terminée, elle devrait durer jusqu'à fin novembre avant d'avoir tous les résultats. Mais, le jour même de l'annonce de Pfizer, toutes les places boursières étaient à la hausse, jubilant, non pas pour les progrès de la science et les possibilités de la médecine, mais pour les remontées escomptées de la machine à profits.

« Ces résultats sont très encourageants, mais nous ne sommes pas au bout du chemin », a déclaré un spécialiste des maladies infectieuses et des vaccins, exprimant sans doute l'appréciation de la plupart des scientifiques. Il restera en effet à poursuivre les études sur la sécurité, puis à produire le vaccin en quantité, en centaines de millions de doses. Ce vaccin, disent les spécialistes, devra être conservé à -70 degrés, ce qui n'est pas une mince affaire, et son prix tournerait autour de 25 dollars la dose,

soit 50 dollars la vaccination, ce qui dit à l'avance qui y aura accès.

D'autres vaccins sont aujourd'hui à l'étude dans d'autres laboratoires, 47 en sont à l'étape des tests cliniques, l'étape indispensable où, avant de vacciner la population, il faut s'assurer de l'efficacité et du maximum de sécurité du vaccin. Pour cela il faut, comme pour le produit de Pfizer, le tester sur des dizaines, voire sur des centaines de milliers de personnes. On imagine ce que la mise en commun des résultats de toutes ces études pourrait apporter pour l'appréciation de l'efficacité et de la sécurité des produits. Il n'y a pas à l'attendre. Dans le cadre de la concurrence propre à l'économie capitaliste, chaque laboratoire travaille dans son coin, teste son candidat-vaccin, avec pour objectif prioritaire d'être sur le marché, pour le vendre.

Grâce aux progrès de la recherche médicale, 2021 sera peut-être l'année du vaccin contre le Covid-19. Mais on ne peut pas dire si ce sera le plus efficace et le plus sûr: ce ne sont pas ces critères qui s'imposeront pour sa mise au point et son lancement.

Sophie Gargan



Spéculation: "pognon de dingue" dans une société folle

Il a suffi de l'annonce d'un possible vaccin à venir contre le Covid-19 pour que les cours des actions des grandes entreprises, sur toutes les places financières, accentuent leurs mouvements de yoyo.

Lundi 9 novembre, à l'annonce par le géant pharmaceutique Pfizer de bons résultats pour les essais de son vaccin expérimental, le CAC-40, indice de cotation des plus grandes entreprises françaises, a progressé de près de 8 % en moyenne. Ce sont les secteurs les plus fortement touchés par la crise, comme l'aéronautique ou le transport automobile, qui

ont affiché les progressions les plus spectaculaires: 31,38 % pour Air France, 29 % pour Europcar, tandis que des entreprises ayant connu un regain d'activité lié à la pandémie et aux mesures de confinement voyaient le cours de leur action baisser, comme celle de la plateforme vidéo Zoom qui a dégringolé de plus de 17 %. Un spécialiste a eu ce commentaire, tout

en misogynie ordinaire: « Les marchés sont ultrasensibles, un peu comme les jeunes filles. Mais comme elles, ils sont parfois peu rationnels et démarrent trop vite »!

Si sensibilité il y a, il s'agit de celle de capitalistes réagissant au quart de tour à la perspective de réaliser de bonnes affaires. Peu importe que le vaccin, même prometteur, en soit à un stade expérimental et qu'on ne sache pas quand il sera disponible, peu importe que ces hausses et

baisses des cours n'aient pas grand-chose à voir avec les résultats des entreprises et peu importe que la flambée soit aussi éphémère qu'intense.

Spéculer c'est parier, à la hausse ou à la baisse, pour ramasser le pactole, comme sur n'importe quel tapis vert de casino. Cela n'empêchera pas Air France et les autres de mener à terme leurs plans de suppression d'emplois, mais permet à des spéculateurs de doubler la mise.

Nadia Cantale

Pauvreté: financement du RSA aux calendes grecques ?

L'aggravation brutale de la crise économique se traduit par un appauvrissement rapide des classes populaires.

Après avoir épuisé leurs droits aux allocations chômage, de nombreuses familles ouvrières en sont réduites à survivre avec le RSA. Fin 2019, 1,9 million de personnes le percevaient. Elles devraient être au moins 160 000 de plus cette année.

En Seine-Saint-Denis, département le plus pauvre de France, 5 000 nouveaux allocataires sont apparus depuis mars. Aux anciens ne retrouvant aucun travail après la fermeture de leur entreprise, comme PSA

à Aulnay-sous-Bois, aux mères célibataires sans emploi se débattant pour offrir une vie décente à leurs enfants, sont venus s'ajouter des travailleurs de plus en plus jeunes: les milliers qui ont perdu leur travail sur la zone de l'aéroport de Roissy, très ralenti depuis la première vague de l'épidémie, tous ceux qui vivaient de contrats en CDD dans l'hôtellerie ou la restauration, de petits boulots d'auto-entrepreneur, de contrats d'intérim à répétition entre deux périodes de chômage.

Les départements se sont vu confier par l'État en 2004 la gestion du RSA, en échange de la promesse de recevoir les crédits nécessaires. Maintenant, les budgets de financement de l'allocation explosent, et surtout ce qui leur reste à charge. En 2019, le département de Seine-Saint-Denis a dû consacrer 207 millions d'euros au RSA sur un budget total de 532 millions d'euros, et ce sera sans doute 30 millions d'euros de plus cette année. L'État s'est peu à peu désengagé, sa part dans les financements passant progressivement de 80 % à 51 % aujourd'hui.

Face aux demandes répétées des élus des départements pris à la gorge, l'État avait jusque-là fait la sourde oreille. Mais, dans une lettre au président du conseil départemental de Seine-Saint-Denis, Castex s'est dit prêt à envisager une recentralisation du financement du RSA, à titre d'expérimentation et en raison des difficultés exceptionnelles du département.

Le président socialiste du conseil départemental a considéré cela comme une première victoire. Mais Castex ne s'est engagé sur aucun montant précis ni même sur une date de début d'application. Et puis

derrière cette promesse de renationalisation du RSA peuvent se cacher des intentions moins louables. Chacun se souvient de la sortie antipauvres de Macron parlant du « pognon de dingue » consacré à l'aide sociale. Ce n'était pas seulement de la démagogie en direction de l'électorat réactionnaire, mais l'affirmation d'une volonté de réduire encore le peu que l'État donne aux classes populaires pour réparer les dégâts de la politique patronale. Il serait étonnant que cette préoccupation ait complètement disparu du cerveau des gouvernants.

Gilles Boti

“Sécurité globale” : un permis de bavure!

Lors de l'examen du projet de loi sur la « sécurité globale » à l'Assemblée nationale, le gouvernement a ajouté un volet limitant le droit de filmer des policiers.

Jusqu'à présent, rien n'empêchait les journalistes, voire les simples particuliers, de filmer des policiers en exercice, même si ces derniers prétendaient souvent le contraire. Ensuite, rien n'empêchait de diffuser les films ainsi obtenus.

La proposition d'interdire la diffusion d'images de policiers, portée par deux députés de LREM, dont Jean-Michel Fauvergue, ancien chef du

RAID, est rédigée de manière suffisamment vague pour permettre toutes les interprétations. Selon les députés, cette loi vise à protéger les policiers et les gendarmes de toute utilisation malveillante de ces films et à empêcher de porter atteinte à leur vie privée. Les journalistes ou les particuliers auraient donc toujours le droit de filmer les policiers en intervention. Mais le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin,

s'exprimant lui sans fard, a déclaré: «J'avais fait une promesse, celle de ne plus pouvoir diffuser l'image des policiers et des gendarmes sur les réseaux sociaux. Cette promesse sera tenue, puisque la loi prévoit l'interdiction de la diffusion de ces images.»

La diffusion des images tournées par des journalistes et des particuliers permettait à tout le moins de dénoncer les violences policières qui, depuis ces dernières années, sont en augmentation. De plus, quelques policiers étaient peut-être freinés par la

présence des caméras. Ce projet de loi est un gage donné à la police et à la gendarmerie.

Le ministre de l'Intérieur leur donne ainsi un permis d'user de plus en plus de violence en toute

impunité. Dans cette société qui nourrit les inégalités et les injustices, le gouvernement a plus que jamais besoin des forces de répression chargées de garder cet ordre injuste.

Aline Urbain

Mélenchon : candidat mais pour quel programme ?

Sans surprise, dimanche 8 novembre, Jean-Luc Mélenchon a fini par annoncer sa candidature à l'élection présidentielle sur le plateau du journal de TF1.

« Quand tout va mal et que ça semble être nuit noire, il faut allumer une lumière pour qu'on se dise qu'il y a un bout du tunnel », a-t-il expliqué, dans le style qui le caractérise.

Mais si Mélenchon a « proposé » sa candidature, c'est pour ajouter aussitôt qu'il demande « une investiture populaire », déclarant: « Je serai définitivement candidat si – et seulement si – je suis parrainé par 150 000 personnes. » Un site Internet a donc été lancé pour recueillir ces parrainages. Mélenchon sait parfaitement qu'il n'aura aucun mal à satisfaire à cette condition, qui relève plutôt d'une mise en scène destinée à asseoir sa légitimité face à tous les autres candidats potentiels à gauche.

Le chef de file de La France insoumise se présente comme le plus à même de rassembler la gauche

mais, évidemment, ce n'est pour le moment pas l'avis des dirigeants du PS, du PC et d'Europe Écologie-Les Verts. Chacun de ces partis entend bien faire prévaloir ses intérêts dans les tractations qui se dérouleront d'ici 2022 et dont il est impossible de dire aujourd'hui sur quoi elles déboucheront.

« J'ai un programme, une équipe prête à gouverner. 2022, c'est le moment de changer », a déclaré Mélenchon sur TF1. Mais quel est donc ce programme? Il met en avant une VI^e République pour « abolir la monarchie présidentielle », comme s'il était possible de mettre fin à la subordination de l'État aux puissances d'argent seulement en changeant la Constitution! Mélenchon se pose en champion du souverainisme et d'une politique protectionniste afin, prétend-il, de protéger les emplois et en faveur d'une

planification écologique pour protéger l'environnement. Mais en quoi le rétablissement de frontières et de taxes douanières serait-il susceptible d'empêcher le patronat de licencier à sa guise pour augmenter ses profits? Et comment planifier l'économie, tant que la propriété des plus grandes entreprises reste aux mains d'actionnaires privés, leur laissant le droit de décider ce qu'ils veulent en fonction de leurs seuls intérêts?

Mélenchon promet du changement en 2022, mais ne peut faire que des promesses creuses car, comme tous les autres politiciens bourgeois, il se refuse à remettre en cause le pouvoir des capitalistes sur l'économie. Les travailleurs ont tout intérêt à se détourner de tels marchands d'illusions et à ne compter, pour imposer un véritable changement social, que sur leur propre capacité à s'organiser et à lutter pour leurs intérêts de classe.

Marc Rémy

Égalité salariale femmes-hommes : pas dans mille ans!

Le 10 novembre était cette année le jour à partir duquel les organisations féministes estiment que les travailleuses d'Europe commencent à travailler gratuitement, si on compare leurs rémunérations à celles des travailleurs masculins occupant le même poste.

Selon la Commission européenne elle-même, « dans l'ensemble de l'Union européenne, les femmes gagnent en moyenne 86 cents là où les hommes gagnent un euro. Elles doivent donc travailler 51 jours de plus pour gagner autant que leurs collègues masculins. »

La Commission a aussi calculé que l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes, au sein de l'UE, était passé de 14,5 % en 2019 à 14,1 % en 2020. Elle déplore le fait qu'au rythme actuel il faudra des siècles pour réduire les écarts de rémunération. Mais les femmes ne peuvent compter ni sur elle ni sur le gouvernement français pour accélérer le mouvement. Il n'existe toujours pas de salaire minimum à l'échelle de l'Europe, ni pour les hommes, ni pour les femmes, et aucune mesure n'a jamais obligé les entreprises du continent à traiter les unes à l'égal des autres. Et ce n'est pas le dérisoire *Index de l'égalité professionnelle* lancé par le gouvernement français qui changera la donne sur son territoire: il

demande aux entreprises de signaler elles-mêmes les écarts de salaire. Comme par hasard, ceux qu'elles indiquent sont faibles!

En réalité, l'infériorité des salaires féminins n'est pas récente. Elle n'est ni un accident, ni un héritage du passé dont la société peinerait à se débarrasser. Elle est et restera la règle dans l'économie capitaliste, qui perpétue et exacerbe toutes les divisions possibles au sein du monde du travail. De plus, avec la pandémie de Covid-19, la condition des travailleuses risque de se détériorer gravement, tant les femmes sont nombreuses dans des secteurs directement touchés par le confinement, comme la coiffure ou la restauration. Et de toute façon, la crise se traduira par une aggravation pour tout le monde du travail, donc encore plus pour les travailleuses.

Autant dire que les travailleuses et les travailleurs n'obtiendront l'égalité qu'en l'imposant au patronat dans leurs luttes contre l'exploitation.

J-L.G.



MAXPPP CHRISTOPH MORIN

Tests antigéniques à l'école : encore des annonces creuses

L'Éducation nationale a fait courir le bruit qu'un million de tests antigéniques pourraient être désormais distribués aux établissements scolaires.

Cela fait suite à l'annonce par la présidente de la région Île-de-France, Pécresse, que 100 000 tests seraient déployés dans les lycées du Bassin parisien. Mais qui va pratiquer les tests? Réponse donnée : les infirmières scolaires, au volontariat, éventuellement assistées des associations de protection civile. Il s'agit donc, au mieux, de surcharger encore un peu plus les infirmières, qui travaillent déjà nettement plus que d'habitude du fait de la situation sanitaire.

Comme on pouvait s'y attendre, il n'y aura pas une embauche, en dépit des milliards que le gouvernement a sortis de son chapeau. Qui croira encore à ses annonces?

Thomas Baumer

Établissements scolaires : Blanquer face à la mobilisation

Face à la mobilisation des lycéens et des enseignants, le ministre de l'Éducation nationale a été contraint à un premier recul, acceptant les demi-groupes.

Jusqu'à-là, il prétendait contre toute vraisemblance que le protocole sanitaire avait été renforcé dans les écoles, les collèges et les lycées, alors que rien n'avait été prévu, malgré la deuxième vague de l'épidémie.

Comme il se doit, pour justifier l'injustifiable, le ministre expliquait que tout changement dans l'organisation des établissements était impossible. Rien n'est moins vrai. Pour permettre de scolariser les élèves dans des conditions moins scandaleuses, il faut trouver des locaux et embaucher massivement, afin de constituer des groupes d'élèves plus petits et leur permettre de ne pas s'entasser dans des locaux exigus. Pour cela, il serait possible d'occuper

dans bien des villes des centres de loisirs, des salles municipales, des bibliothèques et de réquisitionner des locaux privés. S'il y avait une véritable mobilisation des autorités, et surtout avec la participation des parents, de la population, des solutions seraient trouvées.

On nous dit aussi qu'il n'y a pas assez d'enseignants. C'est vrai : les embauches sont gelées depuis des années ! Mais on pourrait faire appel à des étudiants, par exemple, et trouver des bonnes volontés. Il manque aussi des agents d'entretien, des surveillants, des infirmières, etc. Là encore, le problème n'est pas le manque de volontaires, mais le refus du gouvernement de mettre les moyens

pour embaucher.

Le fait que, dans les lycées, les jeunes sont en âge de se garder tout seuls, contrairement aux collèges et aux écoles primaires, n'est pas pour rien dans le recul de Blanquer. Pourtant, les problèmes de sureffectifs dans des classes exigües ou des salles de réfectoire trop pleines sont identiques pour les collèges et les écoles primaires.

Pour bien faire fonctionner les écoles pendant cette pandémie, il faudrait que l'intérêt général prime sur les intérêts des capitalistes. Et cela, on ne peut pas l'attendre du gouvernement. C'est pourquoi des salariés de l'Éducation nationale, souvent soutenus par les parents, se mobilisent pour imposer d'autres conditions sanitaires. Les manifestations du 10 novembre en sont un exemple.

Marion Ajar



Manifestation des enseignants, le 10 novembre à Paris.

Dans les lycées d'Île-de-France

Dès la rentrée des vacances de la Toussaint, des lycéens ont fait des blocus. Les enseignants de collèges et de lycées ont fait grève pour exiger le dédoublement des classes, seul moyen d'assurer la distanciation physique dans les classes, les couloirs, la cantine.

Certains proviseurs avaient accepté ces dédoublements, mais partout les rectorats intervenaient pour défaire ce qui paraissait une mesure de simple bon sens.

Alors, dans de nombreux lycées, les enseignants et les lycéens ont pris les choses en main. À Paris, une dizaine de lycées ont été bloqués pacifiquement. Ce qui n'a pas empêché l'intervention brutale de la police.

Au lycée Colbert, mardi 3 novembre, les lycéens ont mis des poubelles devant la porte d'entrée. Lorsque les forces de police sont

arrivées, ils se sont mis à genoux devant eux, les mains sur la tête, imitant leurs camarades de Mantes-la-Jolie ainsi arrêtés en décembre 2018. Ils ont été violemment dispersés par la police, qui a ouvert l'établissement. Revenus bloquer dans l'après-midi, quarante d'entre eux ont été verbalisés au hasard.

À Paul-Éluard, à Saint-Denis, le blocus a duré deux jours sans incident. Mais, mercredi 4 novembre, la police était là pour ouvrir le lycée. Très peu de lycéens sont rentrés puisque la majorité soutenaient le mouvement.

De nombreuses pancartes ornaient la grille d'entrée : « Si vous ne nous protégez pas, à quoi servez-vous ? » La police, l'après-midi, a saisi le prétexte de poubelles remplies d'essence, pourtant mises à l'abri par les surveillants, pour intervenir violemment et arrêter un jeune au hasard. Cela a déclenché une réaction des lycéens, quatre d'entre eux ont été arrêtés pour rébellion. Mais ces arrestations n'ont pas suffi à éteindre la colère, bien au contraire.

Dès jeudi 5, même si les jeunes étaient relâchés, les lycéens ont continué de bloquer, rejoints par les lycées voisins. Les parents d'élèves, en soutien aux lycéens, ont appelé vendredi 6 à l'école déserte, appel bien suivi, puisque de nombreuses classes étaient vides.

Aline Urbain

Lycée Raymond Queneau Yvetot : en grève

Jeudi 5 novembre, les enseignants du lycée Raymond-Queneau d'Yvetot, en Seine-Maritime, ont fait grève pour obtenir de meilleures conditions sanitaires face à l'épidémie de coronavirus.

Ils ne voulaient pas continuer les cours dans des conditions scandaleuses : des classes à plus de 30 élèves, un réfectoire où 400 jeunes mangent sans distanciation physique, sans compter que l'énorme majorité des lycéens sont obligés de s'entasser dans les cars de ramassage scolaire. Tous les éléments étaient réunis pour faire du lycée d'Yvetot

un nouveau cluster.

Pour les enseignants réunis le lundi de la rentrée, la seule solution envisageable pour appliquer les mesures sanitaires nécessaires était de mettre en place un fonctionnement en demi-groupes.

Face à la lenteur du rectorat à réagir, ils se sont mis en grève le jeudi 5 novembre, décidant de reconduire le mouvement tant qu'ils n'auraient pas obtenu satisfaction. Soutenus par des parents d'élèves et rejoints par les lycéens, ils ont manifesté dans la cour puis devant l'établissement.

Correspondant LO

Collège Jean Rostand Trélazé : mécontentement et exigences

La semaine de la rentrée a été agitée au collège Jean Rostand de Trélazé, dans le Maine-et-Loire. Choqués par le choix du gouvernement de réduire à la portion congrue l'hommage à Samuel Paty, des professeurs ont décidé de ne pas reprendre les cours et de continuer la discussion toute la matinée du 2 novembre.

Au mépris du gouvernement, avec ses ordres et contre-ordres, s'ajoutaient les conditions sanitaires désastreuses. Faire respecter la distanciation physique est difficile, l'aération de salles souvent trop petites est problématique et partout le personnel manque, en particulier à la cantine, où les agents sont censés

laver les tables au milieu d'élèves non masqués. Le personnel est arrivé à la fin de la semaine épuisé et en colère.

Lundi 9 novembre, la quasi-totalité des enseignants et l'ensemble des agents ont exercé leur droit de retrait. Ils en ont profité pour alerter la presse et discuter avec les parents d'élèves, très sensibles au manque de moyens dans l'établissement.

Les salariés du collège, toutes catégories confondues, pensent qu'il est indispensable que l'établissement reste ouvert et veulent obtenir les moyens indispensables pour un protocole sanitaire sérieux.

Correspondant LO

Collège Sisley - L'Île-Saint-Denis : en collège aussi, il faut des demi-groupes !

Depuis lundi 2 novembre, les enseignants du collège Sisley de l'Île-Saint-Denis, en Seine-Saint-Denis, se mobilisent pour la mise en place d'un protocole sanitaire avec des demi-groupes.

À la quasi-unanimité, après s'être réunis le dernier dimanche des vacances en visio, ils avaient décidé d'exercer leur droit de retrait dès le lendemain. La suppression au dernier moment de la demi-journée d'hommage à Samuel Paty, avec un temps de discussion indispensable de l'ensemble du personnel, avait été ressentie comme le mépris de trop et a joué un rôle dans cette soudaine mobilisation.

De plus, depuis la rentrée de septembre, plusieurs élèves et huit enseignants ont contracté le virus.

Pour protéger leur santé, celle des élèves et de leur famille, un projet de protocole sanitaire a été rédigé, en collaboration avec les agents, les CPE et les surveillants. Des parents d'élèves ont dit leur accord et leur solidarité. Il a cependant été rejeté par la hiérarchie, tout comme le droit de retrait.

Le premier recul de Blanquer encourage à poursuivre une lutte qui défend l'intérêt général face à une hiérarchie irresponsable.

Correspondant LO

Secteur automobile : primes à la casse... de l'emploi

Vendredi 6 novembre, le gouvernement a accordé aux patrons du secteur automobile le prolongement de l'aide à l'achat de véhicules hybrides ou électriques, sous forme de bonus écologique et de prime à la conversion. Cela n'empêche pas l'avalanche de suppressions d'emplois dans le secteur.

Le bonus écologique, d'un maximum de 7 000 euros à l'achat d'un véhicule électrique neuf, devait baisser à 1 000 euros en janvier prochain. Suite à la rencontre entre patrons et gouvernement, il est finalement maintenu jusqu'en juin 2021. La prime à la conversion, qui incite à mettre son véhicule à la casse et à en acheter un neuf, restera à 5 000 euros pour l'achat d'un véhicule électrique ou hybride

rechargeable, et à 3 000 euros pour celui d'un véhicule thermique neuf.

En 2019, le gouvernement avait déjà dépensé 326 millions d'euros pour les bonus et 820 millions d'euros en primes à la conversion. Ces aides à l'achat de véhicules neufs sont certainement bienvenues pour les automobilistes voulant changer de véhicule. Mais en réalité elles sont surtout des aides aux patrons de l'automobile,



Qui plus est, le gouvernement a lancé un fonds d'investissement doté de plus de 500 millions d'euros, appelé Fonds avenir automobile 2. Ce fonds est organisé par Renault, PSA, et la banque publique d'investissements (BPI France) dont les fonds proviennent de l'État et de la Caisse des dépôts. Le précédent Fonds avenir automobile, créé au lendemain de

la crise de 2009, se donnait pour but d'aider les équipementiers automobiles à se « structurer », et « anticiper les surcapacités ». En clair, il s'agissait d'aider à la suppression de dizaines de milliers d'emplois. Ce qui fut en effet fait à l'époque.

Gouvernement, dirigeants de Renault, de PSA et patrons équipementiers automobiles s'entendent

donc pour continuer à engraisser les actionnaires, en comblant le manque-à-gagner par une profusion d'argent public sous des formes et des prétextes variés. Pendant ce temps, ils s'entendent également pour faire payer la crise aux travailleurs du secteur au prix de milliers d'emplois supprimés.

Charles Legoda

Le CDI intérimaire : sur mesure pour le patronat

Le groupe d'intérim Adecco se vante depuis la mi-octobre d'embaucher 15 000 travailleurs en contrat à durée indéterminée, qu'il appelle CDI apprenant, d'ici 2021. Mais, derrière cette dénomination ronflante, il ne s'agit en fait que d'un contrat précaire de plus.

Ce contrat n'est en effet qu'un simple copier-coller du CDI intérimaire (CDII) expérimenté en 2014 par

Hollande et généralisé en 2018 par Macron. Adecco s'est contenté d'y ajouter quelques promesses

de formations supplémentaires, mais le principe reste le même.

Le CDI intérimaire a été créé pour répondre aux besoins du patronat, et plus particulièrement de celui de l'intérim. En deux ans, le nombre de travailleurs en CDII a d'ailleurs été multiplié par deux, passant de 22 000 à près de 50 000 aujourd'hui.

Avec ce contrat, le travailleur signe un CDI avec l'agence d'intérim, qui ne lui garantit aucune stabilité concernant le type et le lieu de travail ou le montant de la paye. Il doit en effet accepter toutes les missions, même les plus courtes (1 h 30 !), dans un rayon de 50 kilomètres. Le salaire peut baisser de 30 % par rapport à celui de son travail précédent. Il faut juste que la mission corresponde à un des trois métiers figurant sur son contrat de travail.

Quand l'agence d'intérim ne fournit pas de travail, elle est tenue de verser une rémunération, au smic pour les ouvriers et employés. En revanche, le CDII permet aux patrons de ne plus payer la prime de fin de contrat et l'indemnité compensatrice de congés payés, l'équivalent de 20 % du salaire brut que touche normalement tout travailleur en intérim.

Autre avantage pour le patronat : la mission n'est plus bloquée à 18 mois comme avec l'intérim, mais à 36 mois, et elle peut même être renouvelée une fois sans délai de carence.

Certes, le CDII peut apparaître comme un avantage par rapport à l'intérim classique pour un travailleur qui cherche un logement ou un prêt, sauf que pour les banques et l'obtention d'un logement, le CDII n'a pas la valeur du CDI.

Dans la période actuelle

où le chômage explose, signer un CDII peut aussi sembler apporter une certaine stabilité et un salaire régulier pour de jeunes travailleurs sans expérience ou qui trouvent très peu de missions d'intérim. Mais, dans la réalité, le CDII ne s'adresse pas à eux. En effet la grande majorité des travailleurs qui ont signé ce type de contrat, sont connus depuis longtemps par les agences d'intérim, sont plus âgés et d'un niveau de formation et de qualification plus élevé que la moyenne des intérimaires.

Pour le patronat, le CDII c'est donc la possibilité d'exploiter une main-d'œuvre précaire formée et expérimentée mais lui coûtant encore moins cher que l'intérim. C'est le beurre et l'argent du beurre!

Arnaud Louvet



Nos lecteurs écrivent

Pôle emploi : des formations gratuites qui coûtent cher

« Pôle emploi a lancé une campagne massive de formation, à distance notamment. Jusque-là, très bien. Donc on se rue sur la proposition. Puis, peu à peu, on découvre les rouages pervers du dispositif.

Pôle emploi paye la formation à 100 %, mais il faut tout de même vider son compte formation. De plus, cela suppose d'avoir un ordinateur et, pour la plupart des formations, un ordinateur de moins de cinq ans

est requis. Dur dur de s'en munir avec un revenu type ASS (allocation spécifique de solidarité). Certaines formations requièrent en plus du matériel professionnel obligatoire (pâtissier par exemple), des logiciels qui ne sont pas automatiquement mis à disposition des apprenants, ou encore une connexion à haut débit et un forfait Internet conséquent. On est loin des forfaits Sosh à 14 euros!

Venons-en au transport.

Souvent, un stage est obligatoire. Pas de problème, il existe une aide à la mobilité. Mais ce que Pôle emploi ne dit pas, c'est qu'il faut être à plus de 30 km du lieu de stage pour y prétendre. Or, tous les chômeurs ne peuvent pas se permettre de faire des heures de route chaque jour. Surtout les parents solos, comme moi, qui doivent aussi répondre présent pour les enfants. Donc on cherche un stage à proximité pour arriver

à tout gérer... et on passe à côté de l'aide à la mobilité.

Question rémunération, l'État a prévu, bien sûr. Si on touche l'ASS, on bascule sur la RFPE (la rémunération de formation Pôle emploi). Tout va bien si c'est une formation à plein temps : on touche alors approximativement 660 euros. Youpi, c'est plus que l'ASS! Le problème est que les formations à distance ne sont souvent pas à plein temps. C'est ce qui les différencie

justement des formations en présentiel. La RFPE est alors calculée au prorata des heures de formation. Dans mon cas, ça représente 430 euros par mois au lieu de 520 euros d'ASS. Je perds presque 100 euros par mois, ce qui est énorme pour un si maigre revenu.

Voilà donc comment Pôle emploi offre des formations qui mettent les chômeurs un peu plus sur la paille! »

Une lectrice

États-Unis: Trump battu, les travailleurs n'ont pas gagné

Quand il est apparu, après plusieurs jours de suspense, que Biden avait non seulement remporté la majorité des suffrages dans le pays, mais qu'il s'était aussi imposé dans les quelques États-clés qui lui ont donné le nombre suffisant de grands électeurs pour occuper la Maison-Blanche, des foules sont descendues dans les rues des grandes villes américaines pour faire la fête.

Bien plus que de la victoire du candidat démocrate, qui n'a rien fait pour susciter un quelconque enthousiasme populaire, les manifestants se réjouissaient avant tout de la défaite de Trump. Voir ce raciste et misogyne, qui traitait ses adversaires politiques de perdants (« losers »), perdre à son tour est en effet plaisant.

Au-delà de ces manifestations de joie, une partie des électeurs de Biden espèrent que des changements vont intervenir quand le nouveau président rentrera en fonction en janvier prochain. Le mandat de Biden, flanqué de sa vice-présidente noire Kamala Harris, signifiera-t-il moins de brutalités racistes de la part de la police, contre lesquelles les Noirs et une partie de la jeunesse blanche ont manifesté ces derniers mois?

Il faut se souvenir que les huit années à la Maison-Blanche d'Obama, le premier président noir,

n'ont changé en rien le comportement de la police. D'ailleurs les crimes odieux commis ces derniers mois par des policiers, étouffant George Floyd à Minneapolis, tuant Breonna Taylor chez elle en pleine nuit à Louisville, blessant gravement Jacob Blake à Kenosha, ont été commis par les services de police de villes dirigées par le Parti démocrate, le parti de Biden.

La police, tout autant que la justice, défend l'ordre social actuel et son injustice. Ces institutions ont toujours été dures envers les pauvres, dont une bonne partie sont des Noirs. Le racisme est inséparable de cet État américain qui a été construit pour défendre les privilèges des classes exploiteuses. Biden n'y changera rien: dans sa campagne, il s'est contenté de pleurer les victimes, tout en parlant de la nécessité de défendre « la loi et l'ordre », ce qui est le prétexte habituel des brutalités policières

couvertes par la justice.

La question de la hausse des salaires fait aussi partie des attentes d'une partie des électeurs démocrates. Les appareils syndicaux ont financé la campagne des démocrates et ont fait eux-mêmes campagne contre les républicains, sur le thème de l'augmentation du salaire minimum fédéral à 15 dollars (12,70 euros) de l'heure.

Or sous Obama, après une hausse initiale très faible de 70 cents en 2009, ce minimum est resté bloqué pendant sept ans à 7,25 dollars: le Sénat s'est opposé à toute hausse. Trump ne l'a pas non plus fait évoluer. Ainsi, les travailleurs payés au salaire minimum fédéral ont un pouvoir d'achat inférieur d'environ 50% à ce qu'il était en 1968, époque où les dirigeants des États-Unis faisaient face à une grande vague de contestation sociale qui les avait obligés à des concessions.

Les travailleurs n'ont rien à attendre d'un Biden, qui est depuis cinquante ans un homme politique qui a servi avec constance la bourgeoisie tant au Sénat qu'à la vice-présidence. Pour justifier l'écart entre les illusions que son élection a pu



susciter et la réalité de sa politique propatronale, il pourra prétexter que le Sénat restera probablement à majorité républicaine.

S'ils veulent du changement – de meilleurs salaires, ne plus subir licenciements et fermetures d'usine, ne plus vivre dans la peur de la

police, etc. – les opprimés ne pourront pas l'obtenir en se fiant à un Biden, qui est tout autant leur adversaire que l'était Trump. Il leur faut se préparer à la lutte pour forcer le pouvoir à céder et la bourgeoisie à prendre sur les profits.

Lucien Déroit

Sur notre site: des élections en période de crise

La réunion du Cercle Léon Trotsky, prévue le 14 novembre, ne pouvant se tenir en raison du reconfinement, **une vidéo d'analyse** du résultat des élections américaines et des tensions politiques qui marquent cette année de crise économique profonde est **disponible sur le site de Lutte ouvrière.**

Le texte de la conférence, qui aurait dû avoir lieu le 14 novembre, sera publié ultérieurement sur notre site et sous forme de brochure.

Bonne écoute et bonne lecture!

Les candidats du Working Class Party



Le Working Class Party, « Parti de la classe ouvrière », soutenu par le groupe trotskyste The Spark, présentait des candidats dans deux États, le Michigan et le Maryland, lors des élections du 3 novembre.

Outre le scrutin présidentiel, les électeurs avaient en effet à se prononcer ce jour-là dans des élections à différents postes.

Le Michigan, un État industriel du Midwest, compte environ 8 millions d'électeurs. Si sa principale ville est Detroit, la capitale de

l'automobile, il compte également une immense partie rurale.

L'élection au Conseil de l'Éducation de l'État (State Board of Education) est un scrutin à l'échelle de tout l'État, où chaque électeur peut voter pour deux candidats. Ceux du Working Class

Party, Mary Ann Hering et Hali McEachern, ont obtenu respectivement 147 004 voix (1,46 %) et 82 549 voix (0,82 %).

L'élection pour la Chambre des représentants du Congrès fédéral, elle, est un scrutin par districts dans lesquels ils obtiennent:

Kathy Goodwin (5^e district): 8 199 voix (2,26 %)

Andrea L. Kirby (9^e district): 9 030 voix (2,25 %)

Gary Walkowicz (12^e district): 11 146 voix (2,90 %)

Sam Johnson (13^e district): 5 247 voix (1,86 %)

Philip Kolody (14^e district): 2 476 voix (0,74 %)

Enfin, l'élection à l'Assemblée du Michigan a lieu également par districts électoraux et les candidats du Working Class Party obtiennent:

Linda Rayburn (4^e district): 1 014 voix (3,36 %)

Kimberly Givens (7^e district): 1 210 voix (3,51 %)

Simone R. Coleman (14^e district): 1 938 voix (4,75 %)

Larry Darnell Betts (15^e district): 970 voix (2,41 %)

Louis Palus (75^e district): 1 216 voix (3,03 %)

Pour ces militants, ces élections ont été une occasion de s'adresser aux travailleurs et à la population, et aussi d'affirmer la présence de leur organisation ainsi que son existence légale en fonction de la législation en vigueur dans cet État.

Enfin, dans le Maryland, sur la côte Est, le Working Class Party présentait David Harding à la mairie de Baltimore. Dans cette ville industrielle, il obtient 3 048 voix (1,6 %).

Ces résultats montrent que, localement, un courant existe, certes minoritaire, pour faire entendre le camp des travailleurs, face à un système qui voudrait que le seul choix soit entre les deux grands partis de la bourgeoisie.

Michel Bondelet

États-Unis : les menaces d'extrême droite

Ces derniers mois, des groupes armés d'extrême droite se sont manifestés aux États-Unis, souvent encouragés par Trump lui-même. Nous traduisons les principaux extraits d'un article qui leur était consacré dans le numéro du 12 octobre de l'hebdomadaire trotskyste américain *The Spark*.

« Dans le Michigan, 13 hommes, dont certains s'identifiaient comme membres d'une milice nommée les Boogaloo Bois, ont été arrêtés pour avoir préparé l'enlèvement de la gouverneure démocrate de l'État, Gretchen Whitmer. Selon le FBI, leur objectif était de la juger pour trahison avant le scrutin du 3 novembre. Certains de ces miliciens avaient participé aux manifestations du printemps dans la capitale de l'État, Lansing, après que Trump eut twitté « Libérez le Michigan ». Des groupes avaient alors envahi l'Assemblée de l'État, armés de fusils et invoquant le second amendement de la Constitution des États-Unis, qui garantit depuis 1791 le droit de porter des armes. Au nom de la défense de la liberté individuelle, ils ont également refusé de porter un masque, soutenant Trump sur ce point.

L'extrême droite : plus qu'une idéologie

Face aux mobilisations croissantes contre les violences policières et le racisme, l'extrême droite s'est souvent positionnée comme une alliée de la police. À Kenosha dans le Wisconsin, suite aux protestations qui ont éclaté après que Jacob Blake a été grièvement blessé par la police le 23 août dernier, certains militants se sont dirigés vers la ville, prétendant protéger les commerçants. Dans le Michigan,

les Proud Boys (gars fiers), une organisation raciste et misogyne saluée par Trump lors d'un débat avec Biden, ont paradé au centre de Kalamazoo, se déclarant prêts à nettoyer les rues des manifestants antiracistes. Enfin à Portland, dans l'Oregon, des invasions périodiques de groupes armés d'extrême droite ont lieu ; au cours des derniers 18 mois, il y en a eu 17, avec des militants venant de différents États.

Ces exhibitions armées sont parfois plus violentes que cela. Selon l'Anti-Defamation League, une association de lutte contre l'antisémitisme, en 2019 il y a eu 42 attaques meurtrières menées avec des motivations politiques, dont 38 par l'extrême droite : néo-nazis, suprématistes blancs, anti-immigrés, misogynes, fondamentalistes chrétiens et groupes opposés à l'avortement. La plus mortelle a eu lieu dans une grande surface d'El Paso au Texas, où un jeune homme de 19 ans, voulant arrêter « l'invasion hispanique », a tué 23 personnes. En 2015, un « nationaliste blanc » avait tué neuf personnes dans une église noire de Caroline du Sud. Dans le Colorado, trois personnes avaient été tuées dans une clinique pratiquant des avortements. En 2018, deux femmes avaient été tuées dans une salle de yoga en Floride, par un mouvement misogyne. Et on ignore combien de migrants

ont été tués par les soi-disant patriotes qui patrouillent le long de la frontière avec le Mexique.

Depuis les protestations provoquées par le meurtre de George Floyd, les attaques violentes de l'extrême droite se sont multipliées. D'après la police, il y aurait eu 50 incidents ciblant des manifestations Black Lives Matter, avec plusieurs morts.

Que faire ?

Pour bien des gens, la réponse est de se débarrasser de Trump et de le remplacer par une administration démocrate. Mais l'extrême droite existait bien avant Trump. Elle a été un trait

fonctionnaires de l'immigration, autres agences de sécurité. Ces liens perdurent.

Pendant les longues périodes où le Sud a été traversé par des mouvements populistes, le Ku Klux Klan (KKK) a souvent mené l'attaque contre la population noire. Après la guerre de Sécession, contre les Noirs libérés des chaînes de l'esclavage, puis dans les années 1890 contre les mouvements agraires, dans les années 1930 contre les organisations syndicales, et des années 1940 à la fin des années 1960 contre la mobilisation des Noirs, le KKK a été un défenseur de premier plan de l'ordre capitaliste.



Une attaque du Ku Klux Klan représentée en 1872.

presque permanent du paysage politique américain, comme force armée tenue en réserve par la classe capitaliste, mais parfois utilisée lorsque son propre appareil d'État s'avérait insuffisant pour faire face à une mobilisation populaire. L'extrême droite a longtemps été alliée ou liée aux forces de violence officielles : police,

D'autres organisations, comme les Pinkerton ou l'American Legion, ont joué, selon les périodes, un rôle comparable de supplétifs armés. De telles forces ont existé sous différentes administrations. La pire violence fut organisée sous l'administration du démocrate Woodrow Wilson (1913-1921). Considérer les démocrates comme

une protection contre une extrême droite violente revient à se désarmer à l'avance.

La classe ouvrière doit comprendre que cette menace violente peut la viser. Il faut que des organisations révolutionnaires, implantées dans la classe ouvrière, montrent qu'elle a les moyens de se défendre, en s'inspirant de l'histoire du mouvement ouvrier.

Dans les périodes où l'extrême droite a été repoussée, c'est la population qui l'a combattue, pas le FBI, ni la police, ni aucune administration démocrate ou républicaine, et certainement pas des sauveurs autoproclamés. Le KKK a pratiquement disparu pendant toute une période, après que la vaste mobilisation noire des années 1950 et 1960 eut fait peur à ces lâches qui se cachaient sous leurs draps. Dans les années 1930, l'American Legion et d'autres groupes fascistes armés ont disparu après que les militants de la fédération syndicale CIO eurent cessé d'appeler la police à l'aide, alors que la police était de l'autre bord. Ce mouvement syndical s'est construit sur la base de ses propres groupes de défense organisés.

Cette défense était organisée par la population là où elle vivait, là où elle travaillait, entre gens qui se faisaient confiance, qui savaient sur qui ils pouvaient compter et qui partageaient les mêmes perspectives. Et cela dépendait toujours du fait qu'il y ait des militants implantés dans les rangs des classes pauvres et défendant une telle organisation. »

The Spark

Pologne : les femmes ont fait reculer le gouvernement

Mercredi 4 novembre, l'arrêt du Tribunal constitutionnel interdisant presque totalement l'avortement en Pologne, qui devait être publié au *Journal officiel*, a été suspendu.

Cet arrêt jugeait inconstitutionnel l'avortement en cas de malformation du fœtus, et aurait abouti à une interdiction presque totale de l'avortement en Pologne. Il n'aurait été permis qu'en cas de viol ou d'inceste, ou de mise en danger de la vie de la mère.

Si le gouvernement polonais a reculé, c'est de toute évidence suite au fort mouvement de colère qui a secoué tout le pays après le 22 octobre. Les manifestations n'ont quasiment pas cessé, même dans les régions rurales les plus

progouvernementales de l'est et du sud de la Pologne. Elles ont visé également l'Église, qui a largement participé au climat réactionnaire, encore attisé lors de l'élection présidentielle en juillet dernier. Et elles ont réussi à stopper pour l'instant la surenchère réactionnaire qui avait amené le gouvernement à cette mesure.

C'est une claque pour les « barbares », comme les manifestantes et manifestants les avaient nommés, et c'est tant mieux !

Nelly Meyer



La « grève des femmes » manifeste à Varsovie.

Il y a cent ans : le "soldat inconnu" et la barbarie de la guerre

Cela fait cent ans que la dépouille d'un soldat, dont l'identité était inconnue, a été enterrée sous l'Arc de Triomphe, à Paris.

Outre les cérémonies organisées les 11 novembre et 8 mai, dates des armistices des deux guerres mondiales, chaque soir, depuis 1923, des membres d'associations d'anciens combattants et des personnalités connues pour leur « civisme », pour ne pas dire leur nationalisme, viennent y rallumer la flamme.

Ces cérémonies, tout comme les 36 000 monuments aux morts dans les communes, étaient et sont encore destinées à représenter l'hommage de la nation aux victimes de la Première Guerre mondiale, censés être morts pour la patrie. En fait, tous ces jeunes hommes sont morts pour rien, entraînés qu'ils ont été dans un conflit qui n'était pas le leur, mais celui de puissances impérialistes rivales qui défendaient les intérêts de leurs propres industriels et possédants.

L'idée de dédier une tombe à un soldat inconnu était apparue en France dès 1916, mais elle ne fut

réellement considérée qu'après que le gouvernement britannique eut annoncé son intention de s'en emparer, en octobre 1920, déclarant vouloir inhumer un soldat inconnu à l'abbaye de Westminster. Ne voulant pas être de reste, le gouvernement français s'empressa le 8 novembre de faire exhumer huit soldats dont l'identité n'était pas connue, venant de huit champs de bataille différents. Deux jours plus tard, soit la veille de la cérémonie prévue, un jeune soldat fut désigné pour choisir laquelle de ces tombes irait sous l'Arc de Triomphe.

Des morts enterrés dans les champs de bataille sans que l'on connaisse leur identité, il y en eut des centaines de milliers, pulvérisés par les obus, ensevelis dans les tranchées ou enterrés dans des fosses communes, dont beaucoup seraient bombardées lors de l'assaut suivant. Comment, dans cet enchevêtrement d'os, Français et Allemands confondus,

reconnaître la nationalité d'un soldat s'il n'a plus d'uniforme ?

Donner une tombe à tous ces morts qui n'en avaient pas, afin de soulager la douleur des familles qui ne savaient où se recueillir, tel était le but déclaré du gouvernement de l'époque. En fait, deux ans après la guerre, il cherchait avant tout à recréer l'élan patriotique de juillet 1914, quand les soldats étaient partis « la fleur au fusil », les dirigeants du mouvement ouvrier ayant failli à leur devoir d'internationalisme et rejoint le camp des va-t-en-guerre.

La victoire n'avait rien apporté aux masses laborieuses : des destructions, 1,4 million de morts, des familles brisées, sans maris ni fils pour rapporter un salaire, une misère d'autant plus accrue que la vie était chère, tout cela suscitait la colère. Des grèves avaient éclaté un peu partout dès le début de l'année 1920, et surtout en mai, dans différents secteurs d'activité, la plus marquante étant celle des cheminots, brutalement



À Dardilly, dans le Rhône.

réprimée par la révocation de 18 000 d'entre eux. La révolution russe avait soulevé des espoirs parmi les travailleurs, en France comme dans d'autres pays du monde, et le mouvement ouvrier se reconstituait, dont une partie sur des bases communistes. Un mois et demi après le 11 novembre 1920, le Parti communiste fut créé, scissionnant d'avec la SFIO socialiste, et du côté syndical la CGTU vit le jour en

janvier 1921, sur une base révolutionnaire.

C'est dans ce climat de montée du mouvement ouvrier que se situe la mise en scène par le gouvernement du soldat inconnu, symbole patriotique supposé créer l'unité nationale, en même temps qu'il maniait la répression. Mais ce que cette tombe rappelle avant tout, c'est le carnage dont l'impérialisme en crise est coupable.

Marianne Lamiral

De Gaulle : le grand homme du capitalisme français

À l'occasion des cinquante ans du décès de De Gaulle le 9 novembre 1970, une pléthore d'hommages, intéressés de la part de Macron, mais aussi de toute une partie de la classe politique, se sont concrétisés par des émissions spéciales, des feuilletons, etc.

C'était donc la semaine de Gaulle, le « grand homme », reconnu comme tel à droite, certes, mais aussi à gauche.

L'histoire de De Gaulle est celle d'un homme qui a cherché de tous côtés, de l'extrême droite à la collaboration avec le Parti communiste, à se placer comme serviteur de cette bourgeoisie française quelque peu décrépite.

Après la guerre de 1914-1918, de Gaulle a poursuivi sa carrière militaire. Il fut envoyé en Pologne en 1919 pour aider le gouvernement à combattre les bolcheviks, c'est-à-dire la révolution prolétarienne de Russie qui menaçait de s'étendre à l'ouest. Au début de la Deuxième Guerre mondiale, ayant entamé une carrière politique, il se plaça pour tenter de représenter la bourgeoisie

française auprès de l'alliance anglo-américaine. Pétain se faisait, lui, le représentant de cette même bourgeoisie française, mais auprès de l'impérialisme allemand, vainqueur de la première manche. C'était l'aigle à deux têtes.

C'est le Parti communiste qui conféra à de Gaulle son image populaire et le crédit dont il avait besoin auprès des Alliés, en collaborant avec lui au travers de la Résistance jusqu'à entrer dans son prégouvernement en 1943. Le ressentiment populaire était ainsi tourné exclusivement contre le régime de Pétain. Il fallait assurer la reconstruction de la France, c'est-à-dire le maintien par la force de l'Empire colonial et la remise sur pied des forces productives au profit des capitalistes français, au prix des sacrifices de la classe ouvrière. La force de De Gaulle consista à savoir utiliser le crédit du PCF pour défendre les intérêts généraux de la bourgeoisie. Ce n'était pas un coup de génie personnel, mais une politique appliquée avec le même succès de l'Italie au

Japon en passant par la Belgique, avec l'accord du grand frère américain et les bons offices de Staline.

Mais le rêve de De Gaulle était de réussir à instaurer un régime autoritaire et anti-ouvrier en France. C'est pourquoi, dès sa sortie du gouvernement d'union nationale, en 1946, il construisit un parti quasi fasciste faisant la chasse aux communistes, le RPF. Après d'éphémères succès électoraux, entre 1947 et 1954, le RPF s'effondra et de Gaulle disparut de la scène.

En 1958, de Gaulle se présentait comme un recours face à une IV^e République instable et incapable de donner une solution politique à la guerre d'Algérie. L'armée d'Algérie, insurgée contre le gouvernement le 13 mai 1958, fit acclamer son nom par la foule des Pieds-Noirs. De Gaulle fut alors appelé à constituer un gouvernement et donc, de fait, porté au pouvoir par un putsch militaire.

Après une intensification de la guerre, il allait négocier l'indépendance de l'Algérie en imposant ses conditions. Il profita de ce succès

pour instaurer le régime présidentiel fort qui prévaut encore aujourd'hui.

En mai 1968, la grève générale de la classe ouvrière, déclenchée par la jeunesse étudiante, allait précipiter la relégation du grand homme. Il dut partir moins d'un an plus tard, trahi par les politiciens de droite à l'occasion de son dernier référendum. Mais en 1968, encore une fois, de Gaulle avait su, avec son gouvernement, utiliser la coopération des dirigeants de la CGT et du PCF pour imposer la fin de la grève au moindre coût pour la bourgeoisie.

Au cours d'une très longue carrière militaire puis politique, sous divers oripeaux et dans des situations délicates, son autorité servit à garantir la stabilité et la continuité du pouvoir de la bourgeoisie française. Il est logique qu'il soit reconnu aujourd'hui comme un modèle par tous ceux qui font profession de servir les possédants. Pour les travailleurs, il n'aura été qu'un ennemi de classe de plus.

Paul Sorel



Meeting du RPF en 1947.

Plan santé 2021 : deux milliards de moins pour les hôpitaux

Le collectif inter-hôpitaux et diverses personnalités de la santé publique ont dénoncé le 6 novembre le vote par l'Assemblée nationale, à la veille du nouveau confinement, du projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS).

Ce projet établit le montant des dépenses de santé publique pour l'année, en particulier celui des hôpitaux publics. Bien loin d'une augmentation des crédits alloués à ceux-ci, pourtant indispensable en ces temps d'épidémie, il s'agit de restrictions supplémentaires.

Les signataires notent : « L'évolution tendancielle des dépenses de santé est chaque

année de 4 % environ... Or l'Ondam [qui définit un objectif de dépenses pour les hôpitaux] voté depuis 2008 n'a jamais dépassé une augmentation annuelle de 2,4%, ce qui est revenu à voter des économies de 1,5 à 2 % chaque année. [...] Entre 2008 et 2017, 10 % des établissements ont disparu, 15 % des lits ont fermé. [...] La productivité hospitalière a augmenté de

15%, alors que dans le même temps sa masse salariale n'augmentait que de 2 % et que les dépenses d'investissement chutaient de façon dramatique... Quand l'évolution des salaires du privé était de 1,6% entre 2009 et 2015, elle a été de -0,3% pour les soignants de l'hôpital. »

Olivier Véran, le ministre des Solidarités et de la Santé, s'est félicité d'un PLFSS 2021 de responsabilité. « Or, pour 2021, le PLFSS annonce un Ondam de 92,9 milliards, soit un défaut de recettes de près de 2 milliards. Ce budget ne



Budget des hôpitaux

permet même pas de financer la totalité des mesures annoncées par le Ségur de juillet 2020 ni l'augmentation des charges fixes hospitalières. Le Parlement vient donc de cautionner par son vote de nouvelles économies

imposées à l'hôpital public.»

Ce constat fait, il reste aux centaines de milliers d'hospitaliers du pays et à la population, première concernée, à imposer une autre politique de la santé.

Paul Sorel

Congés payés : des attaques programmées

Interviewée le 3 novembre sur Europe 1, la ministre du Travail, Borne, a déclaré qu'elle allait ouvrir une « négociation avec les partenaires sociaux concernant les congés payés dans le cadre du chômage partiel ».

Traduire : le gouvernement et le patronat se préparent à démolir un accord signé en 2012, qui permet aux travailleurs de continuer à accumuler deux jours et demi de congés par mois quand ils sont au chômage partiel. Bien sûr, Borne explique que rien n'est tranché, mais elle insiste sur le fait que « l'époque a changé », ce qui éclaire les intentions du gouvernement. Elle

a d'ailleurs relayé les propos des petits patrons de la restauration, qui se plaignent qu'avec le reconfinement et la fermeture de leurs entreprises ils ne peuvent plus payer les congés. Les mêmes réclament que l'État, qui paie déjà les salaires, prenne en plus les congés en charge. Ils veulent aussi que les salariés ne puissent pas prendre leurs congés au moment où le travail

reprendra. Certains vont même jusqu'à demander la suppression de la 5^e semaine de congés cette année.

Comme d'habitude, le gouvernement met en avant les difficultés des petits patrons pour justifier des attaques contre les travailleurs et pour mieux cacher que celles-ci servent surtout les intérêts des plus gros patrons. Mais si une grande partie des restaurateurs, des libraires, des artisans, des petits commerçants sont vraiment actuellement dans une situation financière critique, il n'y a

aucune raison que ce soit aux travailleurs d'en faire les frais. La crise les touche déjà de plein fouet : une grande partie d'entre eux ont été licenciés ou ont vu leur rémunération amputée, et leurs enfants arrivent de moins en moins à trouver du travail. En plus, leurs droits aux congés ont déjà été attaqués, avec les ordonnances du gouvernement en mars qui permettent aux patrons d'imposer et de modifier pratiquement du jour au lendemain jusqu'à six jours de congés, alors qu'auparavant ils devaient

respecter un délai de quatre semaines.

Si certains petits patrons ne peuvent vraiment plus payer les congés, il faut en faire supporter le coût aux propriétaires des banques et des grandes entreprises. Ils ont accumulé des profits gigantesques avant l'épidémie et continuent à le faire aujourd'hui, en exploitant toujours plus les travailleurs et en pressurant aussi bien souvent les petits patrons dont ils sont les donneurs d'ordres.

Arnaud Louvet

Espace : de l'exploit à la pollution satellisée

La sonde spatiale américaine Osiris-Rex vient de recueillir des échantillons d'un astéroïde du système solaire. Sans toucher le sol de Bénou, situé à quelques centaines de millions de kilomètres de la Terre, la sonde a déployé un bras robotisé pour aspirer 60 grammes de matière.

Quelques mois plus tôt, la sonde japonaise Hayabusa 2 avait prélevé 100 mg

sur un autre astéroïde, qui devraient arriver sur Terre en décembre. Le retour des

échantillons d'Osiris est, lui, prévu pour 2023. L'analyse fine de cette matière devrait permettre de connaître la composition chimique de la nébuleuse, la grande soupe de matière qui a donné naissance au système solaire avec ses planètes, il y a 4,57 milliards d'années. Les

scientifiques en attendent notamment des précisions sur les conditions dans lesquelles la vie a émergé sur Terre. Ils espèrent une confirmation de la présence sur les astéroïdes d'acides aminés, les briques de base des protéines, et donc de la vie.

Pour réussir une telle mission, des équipes internationales de scientifiques ont collaboré durant des années. Chacune s'est occupée d'une partie de la mission. Chaque séquence a été programmée à l'avance, et donc à distance. Ces aventures collectives montrent les immenses possibilités de l'humanité, quand ses capacités créatrices sont mises au service de l'intérêt général. Elles tranchent avec le fonctionnement ordinaire de la société actuelle, où la concurrence et la recherche de profit à court terme emportent tout.

L'espace n'y échappe pas. Avec les progrès permis au fil du temps par la recherche publique et la

miniaturisation des machines, des sociétés privées comme Space X d'Elon Musk ou Amazon de Jeff Bezos se sont lancées à grande échelle dans la mise en orbite de satellites de communication. À tel point que l'espace proche est aujourd'hui encombré par les satellites usagés et par les milliers de satellites privés. Il y a actuellement 2 700 satellites actifs dans l'espace, et autant hors d'usage, mais Amazon a reçu l'autorisation d'en envoyer 3 000 nouveaux, Space X 12 000, et il en prévoit encore 30 000 autres par la suite. L'ISS, la station spatiale internationale, a dû plusieurs fois manœuvrer pour éviter des collisions.

Après avoir transformé la Terre en poubelle, les capitalistes s'attaquent désormais à l'espace. Il est urgent de leur arracher les leviers de commandes, avant de les installer, confortablement, à bord d'un vaisseau sans retour.

Xavier Lachau



Reconstitution de la rencontre entre la sonde Osiris et l'astéroïde Bénou.

STMicroelectronics Grenoble :

0 % d'augmentation, le régime sec ne passe pas

Fin octobre, l'exaspération qui a suivi l'annonce du blocage des salaires pour 2020 à Microelectronics, dans l'agglomération de Grenoble, a entraîné des réactions que la direction n'avait certainement pas anticipées. Malgré le confinement, les salariés qui ont travaillé sans arrêt dans les ateliers et les bureaux depuis mars se sont rassemblés pour dire leur colère.

Malgré la crise du Covid, les usines de cette multinationale de 46 000 salariés ont toujours tourné à plein. Les carnets de commandes sont pleins et le chiffre d'affaires, de plus de 8 milliards d'euros, ainsi que les bénéfices de cette année, autour du milliard d'euros, seront comparables à ceux des années précédentes.

D'après les chiffres de la CGT, l'entreprise a bénéficié en moyenne ces dernières années, de la part des pouvoirs publics, de 342 millions d'euros annuels de subventions diverses. Cela grâce au programme spécifique aux nanotechnologies, au crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) ou au crédit d'impôt recherche, etc.

Le PDG justifie sans honte le blocage des salaires par l'exigence toujours accrue des places financières et par

le risque de voir se fermer des marchés aux USA et en Chine du fait des surenchères protectionnistes.

Les salariés ne l'entendent pas de cette oreille et ont débuté des débrayages à l'usine de Crolles et sur le site de Grenoble. La colère est d'autant plus grande que les travailleurs, tant en production qu'en recherche et développement, ont le sentiment d'avoir pris des risques sanitaires pour que l'usine tourne à plein. D'autres, contraints au télétravail, n'ont pas compté leurs heures.

À Crolles, où sont concentrés 4000 salariés, le saupoudrage préventif de primes diverses n'a pas été suffisant pour calmer le mécontentement. Les débrayages, suivis par des centaines de travailleurs, mettent la direction sur les nerfs.

La hiérarchie tente des



pressions sur les salariés, promet des promotions, fait appel à des huissiers et même à la gendarmerie.

À Grenoble, elle promet des primes de production plus importantes, pour l'année prochaine !

Dans les bureaux, quelques dizaines d'ingénieurs, parmi les 1600 que compte le site, se sont réunis en assemblée générale, via une visioconférence initiée

par la CGT. Une dizaine d'entre eux ont même tenu à signifier à la direction, par mail, leur volonté de faire grève.

Les grévistes n'ont plus confiance dans cette direction empressée de satisfaire les appétits des financiers et pleine de morgue vis-à-vis des travailleurs, y compris de ses ingénieurs les plus qualifiés. Le PDG, Jean-Marc Chery, avait poussé le

cynisme durant le précédent confinement jusqu'à comparer, dans une interview au journal patronal *L'Usine nouvelle*, le télétravail à du farniente aux Bahamas.

Ce mouvement, qui a réuni ouvriers, techniciens des salles blanches et ingénieurs, montre leur conscience d'avoir des intérêts communs et les mêmes adversaires.

Correspondant LO

Société générale : des bénéficiaires en supprimant des postes

Dans ses vœux aux équipes, au début de l'année, Frédéric Oudéa, le patron de la Société générale, donnait le ton : « *Nous devons renforcer notre discipline et l'efficacité en matière de coûts* ».

Dans cette logique, la banque a annoncé le 9 novembre qu'elle allait encore supprimer 650 postes en France, suppressions qui s'ajoutent aux 1600 de 2019. Cela concerne essentiellement les activités de marché et touche également des fonctions supports dans la conformité, les ressources humaines et la communication. Ces départs dits volontaires font partie du plan d'économies de 450 millions d'euros d'ici 2023.

À ces réductions d'effectifs pourraient s'en ajouter d'autres. La fusion entre la Société générale et le Crédit du Nord va entraîner une nouvelle restructuration du réseau des agences du groupe. Les salariés craignent de plus en plus de voir leur poste supprimé ou leur agence fermée.

Quant aux conditions de travail, elles ne cessent de se détériorer. Depuis la crise du Covid-19, tout le monde ou presque se retrouve en

télétravail, dans les services centraux. Dans les agences, qui doivent rester ouvertes, le personnel est présent en alternance. La conséquence de tous ces changements est un stress accru pour les employés et des démissions en augmentation.

La direction de la Société générale se réjouit des derniers résultats. Elle affiche un bénéfice net de 862 millions d'euros au troisième trimestre et envisagerait même de reverser des dividendes aux actionnaires.

Une banque bien à l'image du capitalisme.

Correspondant LO

Livreurs Deliveroo, Uber Eats, etc. : contre la baisse des tarifs

Le 30 octobre, des livreurs Deliveroo et Uber Eats se sont rassemblés à Bordeaux, Toulouse et dans quelques autres villes, pour dénoncer la dégradation de leurs conditions de travail.

À l'échelle de la France, ils sont des dizaines de milliers de livreurs à travailler pour des plateformes comme Deliveroo ou Uber Eats. Ils enchaînent des livraisons à quelques euros la course, avec des temps d'attente de plus en plus longs. Certains doivent alors travailler pour plusieurs entreprises à la fois.

Depuis 2019, chez Deliveroo, il n'y a plus de tarif minimum pour les courses, ce qui a entraîné une chute des tarifs payés aux livreurs. Uber Eats a lui aussi abaissé brutalement ses tarifications en septembre 2019. Le prix au kilomètre est passé de 1,40 euro à 0,85

euro. Cette aggravation de l'exploitation a permis aux plateformes en ligne de réduire les frais pour les restaurants et d'étendre leurs marchés.

Dernièrement, avec la crise sanitaire, de nombreux travailleurs qui ont perdu leur emploi en CDD ou en intérim s'inscrivent pour faire des livraisons. Celles-ci peuvent donc profiter d'une concurrence accrue entre livreurs, avec des tarifs de plus en plus bas.

Face à ceux qui les mettent en concurrence, les livreurs sont en train de se retrouver et de manifester pour se faire entendre.

Charles Legoda

Nettoyeuses de la gare du Nord : harcelées et condamnées

Depuis 2012, quatre salariées d'une société chargée du nettoyage de la gare du Nord à Paris se battent pour faire reconnaître les violences sexuelles subies sur leur lieu de travail.

Le 29 octobre, la cour d'appel de Paris les a condamnées à rendre la majeure partie des indemnités qu'elles avaient perçues en 2017.

En 2017, elles avaient obtenu gain de cause auprès du tribunal des prud'hommes qui avait condamné leur employeur, la société H. Reinier, une filiale de groupe Onet, à leur verser entre 30 000 et 100 000 euros de dommages et intérêts.

La décision de la cour d'appel de Paris oblige les plaignantes à rembourser entre 75 et 90 % des sommes perçues. Cette

décision est d'autant plus scandaleuse que la cour d'appel reconnaît la société H. Reinier coupable de violences sexuelles et de discrimination à leur égard, ainsi que de harcèlement moral et discrimination envers un militant syndical mis en cause, que H. Reinier avait également fini par licencier. Ce n'est pas tout. Les juges considèrent que les licenciements étaient justifiés car, entre autres, ces salariées auraient tenu des propos injurieux à l'égard de leurs supérieurs. En fait, elles auraient dû rester polies envers leurs

harceleurs !

Suite au jugement, une plaignante a déclaré : « *Je suis pauvre, je touche 1039 euros, j'ai un loyer de 700 euros, trois enfants, je ne pourrai pas rembourser.* » Rachid, le militant qui se bat à leurs côtés, dénonce une justice de classe.

Il faut ajouter que la société H. Reinier peut d'autant mieux user de ses sales méthodes qu'elle bénéficie du silence complice de la SNCF. Interpellée sur ces faits en 2013 par une association de défense des droits des femmes, la direction s'était défaussée en déclarant qu'elle n'a aucune autorité sur son prestataire, dont elle a même renouvelé le contrat depuis.

Denis Aler

Hôpitaux: des services de réanimation débordés

Les responsables gouvernementaux répètent que l'épidémie est forte mais que l'hôpital va tenir, notamment en ce qui concerne les lits de réanimation. Mais les témoignages et prises de position du personnel et des responsables de services de réanimation démentent cette assurance.

Le ministre de la Santé promet depuis juillet 12 000 lits de réanimation. Macron a prévu 9 000 malades en réanimation au 15 novembre. Cela représente probablement ce qui serait nécessaire pour faire face à la vague actuelle, mais manier les chiffres à la télévision est bien plus facile que dans la réalité.

Actuellement, plus de 4 500 malades du Covid sont en réanimation. Ils s'ajoutent aux 3 000 patients présents pour d'autres pathologies. Par manque de personnel, les hôpitaux

sont au bout de leurs possibilités. Dans la région Auvergne-Rhône-Alpes, l'ARS annonce le transfert de 200 patients là où ce sera possible. La région Grand-Est a repris les transferts vers l'Allemagne, qui dispose d'environ trois fois plus de lits de réanimation. Un hôpital de campagne est déployé à Bayonne. Tout recommence donc comme au printemps, mais en pire, car l'épidémie est présente partout et n'est toujours pas sous contrôle.

Lundi matin 9 novembre, le directeur de l'AP-HP

déclarait que tout serait fait pour éviter de limiter l'accès en réanimation. Pourtant, quelques jours plus tôt, dans *Le Monde*, le chef de service de la Réanimation de l'hôpital Saint-Antoine à Paris affirmait qu'il se préparait à choisir les patients et que « *la Seine-Saint-Denis et la Loire sont déjà sous l'eau* ».

Ainsi, les responsables politiques mentent crûment. Ils n'ignorent sûrement pas la réalité de la situation. Pendant plus d'un an, le personnel hospitalier en lutte a crié que l'hôpital était à l'os, dénoncé le manque de lits et de personnel. Les vagues épidémiques se succèdent et prouvent combien les travailleurs de la santé avaient raison de se battre et combien ils auront raison de continuer.

Jean Pollus

AP-HP: l'optimisme béat du directeur

« On peut parler en région Île-de-France d'une amorce d'infléchissement », se réjouissait le directeur de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris sur l'antenne de France Inter le 9 novembre. « On peut se réjouir d'avoir fait le couvre-feu, d'avoir mis en place le confinement. »

Et de ponctuer cet assaut d'optimisme béat en assurant que les hôpitaux d'IDF seraient disponibles dans les jours qui viennent pour aider des établissements situés dans des régions où la situation est plus difficile. Mais à condition, précise-t-il, que les efforts continuent... pour la population. Car « *le pic des hospitalisations est encore devant nous [...] et les jours à venir sont très compliqués, forcément* ».

Il était un peu moins à l'aise pour commenter la fermeture des Urgences de l'Hôtel-Dieu, à Paris. Ce service ne recevrait « que » 35 patients par jour et le personnel serait « *tout à fait*

d'accord » pour être muté temporairement dans les hôpitaux de Seine-Saint-Denis, au bord de la saturation. Il propose donc, sous prétexte de sauver les hôpitaux de banlieue, de désarmer un hôpital parisien!

Par ailleurs, le directeur de l'AP-HP ne semble pas outre mesure inquiet de la déprogrammation de 50 % des soins intensifs non-Covid, un comble! Et, se félicitant de ce que le personnel fasse « *des tas d'heures supplémentaires* » et renonce à ses congés, il se garde bien de mentionner la situation des 39 hôpitaux de la région, dont la réalité est la suppression de 12 000 lits sur les 25

dernières années. Ces suppressions de lits, que certains tentent de justifier par l'évolution des techniques, et notamment par la chirurgie ambulatoire, sont en fait le résultat d'une politique à long terme d'économies, au niveau de l'AP-HP comme de l'ensemble des établissements publics du pays: 103 000 lits en moins en France sur la période, c'est surtout moins de personnel, médical et non médical.

Alors, Hirsch conclut que, plutôt que de récriminer sur la fermeture d'un service d'urgence à Paris, il y aurait de « *vrais sujets sociaux à trouver* »: tous ces sujets, que lui et le gouvernement ont refusé depuis des années de régler, comme des embauches immédiates et les 300 euros net mensuels d'augmentation pour l'ensemble du personnel de la santé, par exemple?

Viviane Lafont

Hôpital d'Orléans: gaffe ou aveu?

Un rapport de la chambre régionale des comptes dénonçant le surdimensionnement de l'hôpital d'Orléans a déclenché la colère, entre autres celle des médecins.

À juste titre, puisque le service de réanimation est saturé, que quatre patients ont dû être transférés sur Tours et que le taux d'occupation de l'hôpital est monté à 91 %.

La chambre régionale des comptes a fait valoir que son rapport dénonçant une

surcapacité de 133 lits ne portait que sur les années 2012 à 2017, avant la vague Covid, dont elle ne peut que constater les effets. Mais ces explications, sans même de vagues excuses, ne font que rappeler à quel point la politique menée en matière de santé est catastrophique. Et

surtout que cela continue.

La première vague du Covid n'était même pas terminée que le personnel ou les élus protestaient contre le retour de projets dont l'application semblait aberrante, sauf pour les autorités. Dès mai 2020, aux CHU de Caen, Nancy, Besançon, la suppression de lits était annoncée dans l'immédiat, ou pour une future restructuration. Dans la région parisienne, le nouvel

CHU de Saint-Étienne: « Bon courage, et merci »

« Bon courage, et merci », voilà ce qu'a dit Castex en visite le 7 novembre à l'hôpital Nord de Saint-Étienne, métropole la plus touchée de France par l'épidémie.

Dans les hôpitaux du département, la Réanimation est saturée, malgré les déplacements de malades à Clermont-Ferrand, Bordeaux ou Nantes. En septembre, il n'y avait déjà que quelques dizaines de lits de réanimation pour toute la métropole stéphanoise, qui compte plus de 400 000 habitants, et les quelques lits supplémentaires ouverts ne suffisent pas. Les soignants sont à bout, et la direction du CHU fait pression pour qu'ils renoncent à leurs congés ou acceptent des heures supplémentaires. Du personnel est retiré des autres services, pourtant déjà en sous-effectif, pour renforcer, bien trop peu, les équipes dédiées au Covid.

Cela fait pourtant des mois que les soignants alertent sur la situation catastrophique. Par exemple, en janvier 2020, une quarantaine de médecins du

CHU avaient démissionné de leurs fonctions administratives en guise de protestation. Mais rien n'a été fait.

Plus récemment, mi-octobre, les maires des principales villes de la métropole ont demandé l'installation d'un hôpital militaire de campagne, sans qu'aucune suite soit donnée non plus. L'armée est bien plus réactive lorsqu'il s'agit d'aller défendre les intérêts des multinationales françaises en Afrique!

Donc, du courage, pour les soignants, il en faut. Mais il leur faudrait surtout des moyens, des lits, des renforts, des embauches. Or, à part de belles paroles, Castex est venu sans rien. Ah si! Il est venu avec force policiers, pour maintenir au loin les soignants qui manifestaient.

Correspondant LO



Un hôpital militaire de campagne pour lutter contre le Covid ?

hôpital prévu à Saint-Ouen, en Seine-Saint-Denis, perdrait 26 % des lits d'hospitalisation des deux établissements Bichat et Beaujon qu'il doit regrouper.

En juillet, lors du Ségur de la Santé, le ministre de la Santé, Olivier Véran, a promis de revoir « *les dossiers qui posent des questions, voire des problèmes, notamment en matière capacitaire* ». Mais les consultations pour amuser

la galerie ne changeront pas le grand principe en vigueur quand il s'agit de faire des dépenses: il faut calculer le retour sur investissements.

Ce que les dirigeants appellent une surcapacité, davantage de places, de postes, de matériel que n'en exige l'actualité immédiate, n'est que l'indispensable pour survivre, en particulier en cas de coup dur.

Sylvie Maréchal

PSA – Sochaux : des travailleurs renvoyés du jour au lendemain

Fin octobre, la direction de PSA Sochaux vantait des carnets de commandes bondés, prévoyait des heures supplémentaires jusqu'à fin décembre et se vantait d'avoir recruté 250 travailleurs intérimaires avec un contrat d'un mois pour remettre l'équipe de week-end (VSD : vendredi-samedi-dimanche).

Le 2 novembre, sous prétexte de la crise sanitaire, elle a fait volte-face et a décidé de renvoyer à Pôle emploi 500 travailleurs intérimaires, sur les 1300 de l'usine, en ne renouvelant pas leur contrat. Elle décidait aussi de différer la mise en place de l'équipe de VSD.

Beaucoup de contrats finissent en novembre et, dans les ateliers, les ouvriers intérimaires se sentent tous menacés. Les ouvriers embauchés disent leur désapprobation. Ils connaissent la plupart des intérimaires revenus à l'usine après le confinement, des liens existent ou se nouent très vite. Leur conviction est que, si la direction ne leur a fait des contrats que d'un ou trois mois, c'est parce qu'elle avait prévu de les

renvoyer.

D'ordinaire, la direction charge les chefs d'équipe d'annoncer les fins de contrat. Cette fois-ci, elle laisse la sale besogne aux



agences d'intérim, qui envoient un SMS : « Urgent, comme vu avec votre RU (chef d'équipe), votre contrat s'arrête demain en fin de poste. » Renvoyés du jour au lendemain, des intérimaires vont trouver leur chef et demandent pourquoi il ne leur a rien dit. Mal à l'aise, les chefs avouent ne pas l'avoir

su à l'avance et disent qu'ils auraient, eux, voulu les garder dans l'équipe.

Avec des profits record depuis trois ans, les actionnaires de PSA, dont la famille Peugeot, ont largement de quoi voir venir et de quoi maintenir tous les emplois. Dernièrement, la direction a consenti à trouver une

solution pour une ouvrière intérimaire, mère de famille, qu'elle renvoyait elle aussi du jour au lendemain. Mais, pour cela, il aura fallu qu'une vingtaine d'ouvriers de l'atelier du Montage, en majorité intérimaires, se mettent ensemble pour l'interpeller collectivement.

Correspondant LO

PSA – Rennes – La Janais : licenciement de 500 intérimaires

Vendredi 6 novembre, la direction de l'usine PSA de Rennes – La Janais a annoncé l'arrêt de l'équipe de nuit le 14 novembre. PSA justifie sa décision par la chute attendue de 25 % du marché automobile due au reconfinement.

Pourtant, trois jours avant, le 3 novembre, cette même direction avait imposé 30 minutes supplémentaires de travail tous les jours jusqu'à fin novembre à l'équipe de nuit, « afin de garantir le programme de production ». Cynique jusqu'au bout, elle maintient cette demi-heure

supplémentaire pour l'équipe de nuit jusqu'à son arrêt mi-novembre !

Cet arrêt de l'équipe de nuit aura pour conséquence la suppression de 500 postes à PSA – La Janais. C'est la très grande majorité des 548 ouvriers intérimaires, que PSA renvoie à Pôle emploi, qui en feront

les frais. Des centaines d'autres travaillant pour la sous-traitance subiront le même sort.

PSA ne veut maintenir la production des Citroën C5 Aircross et des Peugeot 5008 que sur les deux équipes de jour, mais toujours à pleine cadence.

Depuis la reprise du travail le 18 mai, après le premier confinement, les cadences de production ont augmenté de plus de 10 % et de très nombreuses heures supplémentaires ont été

imposées, notamment les week-ends. Ce rythme a conduit à l'épuisement de nombreux travailleurs.

Alors que le virus circule et infecte de plus en plus de monde, y compris dans l'usine, PSA veut continuer à les faire travailler les uns sur les autres en deux équipes plutôt qu'en trois.

C'est tout le contraire qu'il faudrait imposer : réduire les cadences et répartir le travail entre tous, y compris les intérimaires.

Correspondant LO

SKF – Saint-Cyr-sur-Loire : aux actionnaires de payer

À l'usine SKF de Saint-Cyr-sur-Loire, en Indre-et-Loire, 110 suppressions de postes ont été annoncées le 3 novembre.

Il faut y ajouter la suppression prochaine de 144 postes à l'usine d'Avallon dans l'Yonne, dont la fermeture est envisagée en 2022. Le tiers des emplois de l'usine de Lons-le-Saunier, soit 123 sur 350, est supprimé. Enfin, le service Finance de Montigny-le-Bretonneux doit être délocalisé.

Les attaques contre les travailleurs pleuvent donc ces dernières semaines chez

SKF, le leader mondial du roulement à billes comme le dit sa publicité. Ce n'est pas la conséquence du virus, c'est la logique capitaliste, qui pousse les patrons de ce groupe suédois à fermer des usines (comme celle de Fontenay-le-Comte il y a dix ans) et à licencier. Le virus ne crée qu'un contexte facilitant ce genre d'annonce. C'est la crise, oui, mais pas pour tout le monde.

À Saint-Cyr-sur-Loire, l'usine emploie 1 200 personnes, sans compter les intérimaires (250 en moyenne) et les sous-traitants. La production et les ventes se portent bien, même si certains secteurs ont vu leur activité diminuer. Cette fois-ci, ce sont les travailleurs des bureaux (services qualité, achats, méthodes) qui seront touchés par les licenciements, c'est du moins ce qu'a annoncé le directeur du site.

Cela fait des années que

les dirigeants du groupe SKF cherchent à baisser les coûts en dégradant les conditions de travail, en faisant appel à la sous-traitance et aux contrats précaires. Tout cela pour verser encore et encore des dividendes aux actionnaires, dont la fortune n'a cessé de grossir durant les dernières années. SKF n'a pas manqué également de racheter des entreprises en Chine et ailleurs ces dernières années. Ce n'est donc pas l'argent qui manque.

Les travailleurs n'ont pas

à accepter comme une fatalité les suppressions d'emplois et licenciements. Ce sont les choix des patrons de ce grand groupe capitaliste qui mènent au chômage, au développement de plus de précarité et à des cadences et charges de travail de plus en plus importantes pour ceux qui restent. En cette période de crise, il est vital que tout le monde conserve son emploi et son salaire. Aux actionnaires de payer.

Correspondant LO

Xella – Saint-Saulve : grève pour les salaires

À l'usine Xella de Saint-Saulve, dans le Nord, qui construit des structures en béton, la volonté de la direction de baisser les salaires a déclenché la grève de dizaines de travailleurs, jeudi 5 novembre.

C'est notamment la prime de technicité, de 1,50 euro par heure travaillée, et le paiement de la pause qui sont remis en cause. La direction semble même envisager des postes de huit heures, sans pause !

Avec plus de 95 sites répartis dans 25 pays, Xella

est un des leaders mondiaux dans son domaine. Et l'argent ne manque pas, puisqu'il avale petit à petit ses concurrents tout en arrosant ses actionnaires. En France, le groupe s'est taillé un quasi-monopole.

Les travailleurs qui font tourner les sites de

production sont confrontés à des conditions difficiles : port de charges lourdes, poussière de silice, travail en extérieur l'hiver, ou en intérieur à des températures élevées. Les effectifs sont sans cesse amputés, au point que la maintenance préventive des machines n'est même plus effectuée : si ça casse, ça casse.

Le mécontentement monte depuis longtemps et,



cette fois-ci, la direction est allée trop loin et ça ne passe pas. Avec cette première grève sur le site, largement

suivie, les travailleurs sont bien décidés à ne pas se laisser faire.

Correspondant LO

Renault – Flins : des débrayages pour dire “ça suffit !”

Les mercredi 4, jeudi 5 et vendredi 6 novembre, les travailleurs de différents secteurs de Tôlerie et du Montage de l'usine Renault de Flins, dans les Yvelines, ont débrayé à plusieurs dizaines, qu'ils soient embauchés ou intérimaires.

Dans le secteur des Ouvrants, en Tôlerie, où sont préparés les capots et les portes, la direction avait l'intention de supprimer deux postes par équipe. Pourtant, la charge de travail y est déjà insupportable à la suite des suppressions de postes. Un même travailleur doit donc courir d'un poste à un autre. Un seul ouvrier doit parcourir sans cesse le kit-ting, un tronçon long d'une vingtaine de mètres, pour alimenter en lourdes pièces la chaîne, dont la cadence

est constamment en hausse.

Trop, c'est trop, et les grévistes du jeudi 5 au matin, déterminés à ne pas accepter cette nouvelle aggravation, ont été rejoints par leurs camarades de l'après-midi. La chaîne était à l'arrêt. La direction perdait chaque heure des dizaines de voitures. Les tentatives de la direction de faire appel à des salariés d'autres secteurs, pour remplacer les grévistes, s'étaient heurtées à un refus scandalisé. Quant aux chefs envoyés

en escouade pour sortir la production, leurs tentatives se sont elles aussi révélées infructueuses, et même pire. Poser des charnières de portes de Micra sur des Zoe, cela marchait moins bien ! Ils faisaient tomber les installations en panne et les travailleurs de la maintenance comme les retoucheurs ont eu beaucoup de travail. On ne s'improvise pas opérateur sur un poste dur, même à quatre chefs pour remplacer un seul ouvrier.

La direction a reculé en proposant d'annuler la suppression des deux postes. Mais ce n'était pas suffisant : les travailleurs revendiquaient deux postes supplémentaires. Le lendemain, la

direction reculait complètement : non seulement les deux postes seraient maintenus sur les deux équipes, mais deux postes supplémentaires seraient ajoutés sur chacune, ainsi qu'un poste de remplaçant pour pallier les absences. Au total, la direction voulait supprimer l'emploi de quatre travailleurs, elle a dû les garder et en rajouter quatre autres !

Parallèlement, au Montage, les mêmes causes créaient les mêmes effets. L'annonce mercredi 4 novembre de la suppression de deux postes au secteur SE8, parmi les plus durs, provoquait le débrayage des travailleurs concernés. Une fois la chaîne arrêtée,

la direction a dû rapidement faire machine arrière et le chef de département a dû annoncer le retrait du projet.

Dans l'ensemble, les débrayages viennent rappeler à la direction que sa politique, visant à faire produire aux 4000 travailleurs présents sur le site le plus possible de véhicules électriques Zoe, en économisant au maximum sur les salaires et le matériel, ne passe pas comme elle le souhaiterait.

Ces débrayages pourraient constituer un début de réponse des travailleurs aux menaces faites par Renault de supprimer 4 600 emplois en France.

Correspondant LO

Renault Technocentre : non aux suppressions d'emplois

Au début de l'année, la direction de Renault avait annoncé un plan d'économies au Technocentre situé à Guyancourt dans les Yvelines.

Après le premier confinement, elle l'a précisé : ces économies de deux milliards d'euros seront accompagnées de 15 000 suppressions d'emplois dans le monde, dont 4 600 en France.

Des fermetures d'usines sont prévues, ainsi que des suppressions de postes d'ici

fin 2021 dans l'ingénierie et d'autres secteurs comme le design, la qualité, la comptabilité, etc. 2 500 emplois d'ingénieurs, de techniciens, d'employés, de secrétaires sont ainsi menacés.

Au Technocentre, la direction présente son plan dans le détail. Tels postes vont être gardés, tels autres

vont être supprimés. Pour cela, elle compte s'appuyer sur trois dispositifs : le départ à la retraite, la dispense d'activité (autrefois dit la cessation d'activité trois ans avant l'âge de la retraite, payée à 69 % du salaire brut) et la rupture conventionnelle collective. Selon elle, ces suppressions d'emplois se feraient au volontariat, mais chacun se sent sur la sellette.

Afin de mettre au plus vite en œuvre son plan, la direction de Renault multiplie les visites du chef d'équipe ou les rendez-vous avec le responsable local des ressources humaines, pour faire pression sur les plus anciens et les pousser à partir. Alors qu'une grande partie des salariés sont en télétravail du fait de la nouvelle période de confinement, la direction

ne ralentit pas le déploiement de son plan. Il est demandé à chacun de justifier son activité.

Face à cette offensive, et malgré l'isolement dû au télétravail, les travailleurs doivent trouver les moyens de rester en contact, de se tenir informés de la moindre tentative d'attaque contre l'un d'entre eux et de préparer leur riposte.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),

membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal novembre 2020.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, il est possible de payer par carte bancaire sur notre site ou de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas

droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom.....

Adresse

Code postal. Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos
www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO
www.lutte-ouvriere-audio.org

Haut-Karabakh : un «cessez-le-feu»... qui prépare d'autres conflits

Le 9 novembre, après six semaines de combats et des milliers de morts au Haut-Karabakh, les dirigeants des deux États qui se disputent ce territoire du Sud-Caucase depuis trente ans, l'Arménie et l'Azerbaïdjan, ont signé un cessez-le-feu.

Présenté comme total, il succède à trois autres cessez-le-feu qui n'ont jamais pris effet. Le président russe Poutine, qui l'a parrainé, dit espérer que, cette fois, cela « crée les conditions nécessaires à un règlement durable » dans cette région.

Vu les réactions de part et d'autre, cela n'en prend guère le chemin. Et d'abord parce que cet accord, qui entérine les gains territoriaux des forces azéries au détriment de la république sécessionniste du Haut-Karabakh, ne peut que pousser les feux de l'irréductibilité arménienne face aux « envahisseurs » azéris qui, pour leur part, n'ont pas récupéré toutes les terres qu'ils revendiquent.

Dans la capitale arménienne, sitôt connue, la nouvelle a mis le feu aux poudres. La foule a envahi et saccagé le siège du gouvernement et le Parlement, molestant son président et réclamant la démission du « traître », le Premier

ministre Nikol Pachinian.

Les dirigeants de ce pays n'ont eu de cesse, depuis la fin de l'Union soviétique, de se disputer le titre de meilleur défenseur de la nation et de fixer comme objectif à la population l'unité derrière les Arméniens du Karabakh. Les échecs militaires de l'actuel gouvernement pourraient sceller son sort. Ironie de l'histoire, Pachinian avait pris le pouvoir en 2018 en surfant sur une révolte populaire contre les équipes dirigeantes de la période soviétique, en leur reprochant de mal défendre le Haut-Karabakh et en promettant de se rapprocher de l'Union européenne. À moins qu'il n'arrive à reprendre la main en déclarant sur un ton guerrier, comme au soir de l'accord : « Nous ne nous reconnaitrons jamais comme vaincus » face à l'Azerbaïdjan.

Aliev, le président azerbaïdjanais, a bien sûr fêté la « capitulation » de l'Arménie sans oublier de



Quartier bombardé dans le Haut-Karabakh.

s'auto-congratuler : « J'avais dit qu'on chasserait les Arméniens de nos terres comme des chiens, nous l'avons fait. » Faire assaut de nationalisme et de xénophobie lui permettra-t-il d'attacher sa population au char du régime ? En tout cas, c'est le pari que fait Erdogan en Turquie. Ayant aidé l'Azerbaïdjan à l'emporter sur le terrain, il a félicité Aliev, en soulignant tout ce que son succès devait au soutien militaire turc.

L'accord du 9 novembre intervient alors que, Moscou ayant échoué à imposer la fin des hostilités dans son pré carré du Caucase, le ministre américain des Affaires étrangères venait d'organiser des pourparlers avec ses homologues arméniens et azerbaïdjanais à Washington. Le Kremlin ne pouvait pas laisser la Maison-Blanche lui tailler des croupières dans son « étranger proche ». D'autant que la Turquie, protectrice de

l'Azerbaïdjan, ne demande qu'à renforcer son influence dans la région aux dépens de la Russie.

Celle-ci se voyait en outre menacée d'être entraînée directement dans ce conflit. Des tirs azéris sur l'Arménie venaient d'abattre un hélicoptère russe et son équipage. Et il y avait le bombardement de villes non plus seulement du Haut-Karabakh, mais d'Arménie, un pays lié à Moscou par un traité militaire. À ne pas réagir, le Kremlin risquait d'apparaître comme un allié militaire non fiable. Mais s'il ripostait, il risquait de mettre la main dans un engrenage et d'affronter l'armée turque, et non plus ses seuls suppléants locaux.

Poutine a tranché le dilemme, en ne laissant d'autre choix à Pachinian que de signer un accord que celui-ci dit « incroyablement douloureux ».

Cet accord, dont on ne

connaît pas encore tous les détails, signe les pertes territoriales arméniennes. Certes, il ne refuse pas un Haut-Karabakh arménien séparé de l'Azerbaïdjan, mais il en rend les conditions d'existence encore plus précaires, dans un encerclement militaire quasi total. Quant aux droits des habitants, arméniens, kurdes, azéris, de ce petit territoire et de son pourtour, ils n'ont aucune place dans cet accord.

Autant dire qu'il ouvre un boulevard aux démagogues nationalistes de tout bord. Il prépare le terrain aux confrontations dans lesquelles ils trouveront profitables de lancer les peuples, afin de conforter leur pouvoir, ou dans lesquelles leurs parrains des grandes puissances pourraient entraîner les habitants de ces pays, chair à canon d'intérêts qui ne sont pas les leurs.

Pierre Laffitte

Éthiopie : nouvelle guerre civile

La guerre a éclaté mardi 3 novembre entre le pouvoir central éthiopien installé à Addis-Abeba et les autorités du Tigré, l'un des États qui composent cette fédération. Les deux camps la préparaient depuis plusieurs mois, et les populations pauvres de la région en sont d'ores et déjà les principales victimes.

Les autorités du Tigré n'acceptent pas que les élections générales, initialement prévues en septembre dans tout le pays, aient été repoussées à une date indéterminée par le Premier ministre, Abiy Ahmed. Elles y voient une manœuvre de sa part pour prolonger abusivement son mandat et ont donc organisé le 9 septembre leurs propres élections législatives dans l'État du Tigré, avant de déclarer qu'elles ne reconnaissent plus le pouvoir central.

Pendant presque trente ans, de 1991 à 2018, le gouvernement éthiopien a été entre les mains d'hommes issus du Tigré. Les habitants de cette région ne représentent que 6% de la population, alors que les autres ethnies, Oromos et

Amharas, sont environ 60%. Les ministres, hauts fonctionnaires et chefs de l'armée tigréens ont systématiquement spolié les autres

groupes, chassant les paysans de leurs terres pour les vendre à de gros capitalistes ou à des trusts impérialistes et réprimant violemment toute opposition. En 2018, le vent pouvait sembler avoir tourné avec la nomination d'un Premier ministre Oromo, Abiy Ahmed. Il reçut même le prix Nobel de la paix 2019 pour avoir mis fin à la guerre entre l'Éthiopie et l'Érythrée. Cependant,

tout Oromo et prix Nobel qu'il soit, Abiy Ahmed ne s'est pas privé de manier la répression, y compris contre l'ethnie dont il est issu.

L'affrontement entre les dirigeants tigréens et Abiy Ahmed, qui a abouti à la guerre, est un moyen pour les uns et les autres de souder autour d'eux les habitants de leur région. Les combats sont déjà meurtriers pour les populations.



Soldats de l'armée éthiopienne.

En une semaine, ils ont fait des centaines de morts. La population tente massivement de s'enfuir vers le Soudan, malgré l'armée soudanaise qui bloque la frontière. Les maux de la guerre s'ajoutent à ceux qui ont frappé le pays, telles l'invasion de criquets pèlerins, la pire depuis vingt-cinq ans, qui a ravagé les récoltes, l'épidémie de coronavirus ou encore la crise économique mondiale.

L'arme de l'ethnisme, utilisée des deux côtés par les dirigeants, est la pire des pièges pour les travailleurs du pays. La classe ouvrière éthiopienne est multi-ethnique. Dans les usines textiles travaillent au coude à coude des ouvrières et des ouvriers chassés des campagnes par la misère ou l'acaparement de leurs terres. Leur ennemi, ce sont les trusts internationaux et les intermédiaires éthiopiens dont ils font la fortune, et pas les travailleurs d'une autre ethnie ou d'une autre région.

Daniel Mescla